JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
6^e Législature

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1979-1980

COMPTE RENDU INTEGRAL — 37^e SEANCE

1^{re} Séance du Vendredi 26 Octobre 1979.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. JEAN BROCARD

1. — Loi de finances pour 1980 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 9016).

Culture et communication.

M. Tissandier, rapporteur spécial de la commission des finances, pour la culture.

M. Filioud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la culture

M. Ralite, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour le cinéma.

MM. Lecat, ministre de la culture et de la communication ; Ralite.

MM. Péricard,
Hermier,
Fuchs,
Taddel, Hamel,
Pinte,
Ralite,

Cressard, le président,
Baumel, le président.

MM. le ministre, Filioud, rapporteur pour avis ; Taddel.

Etat B.

Titres III et IV. — Adoption (p. 9035).

Etat C.

Titres V et VI. — Adoption (p. 9035).

Etat D.

Titre III. — Adoption (p. 9035).

Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

2. — Fait personnel (p. 9036).

MM. Cressard, le Président.

3. — Ordre du jour (p. 9036).

PRÉSIDENTE DE M. JEAN BROCARD,
vice-président.

La séance est ouverte à neuf heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1980 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1980 (n^{os} 1290, 1292).

CULTURE ET COMMUNICATION

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère de la culture et de la communication.

La parole est à M. Tissandier, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour la culture.

M. Maurice Tissandier, rapporteur spécial. Monsieur le président, monsieur le ministre de la culture et de la communication, mes chers collègues, le 9 novembre 1967, M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de notre commission des finances et rapporteur spécial du budget de la culture, déclarait à cette tribune : « Dans la compétition mondiale l'avenir de la France se joue sur deux plans, celui de l'économie et celui de la culture, autrement dit : survivre et savoir vivre. »

Au commencement de cette discussion budgétaire, dans la brûlante actualité économique que nous vivons, cette phrase a une résonance particulière.

Notre économie est aujourd'hui l'objet des soins attentifs du Gouvernement. Ses efforts sont orientés, avec juste raison, vers la création d'emplois, la défense du franc, le développement du commerce extérieur.

Par contre, la culture, si elle n'est pas abandonnée, est laissée au petit rythme de croisière qu'elle connaît depuis trop longtemps : 0,43 p. 100 de la masse budgétaire en 1968, 0,56 p. 100 en 1980. Elle souffre de l'aide nécessaire à l'économie, elle doit s'accommoder d'aménagements à l'intérieur d'une enveloppe peu substantielle et donc renoncer « à la compétition mondiale ».

Mon illustre prédécesseur, rapporteur du budget de la culture, ajoutait alors : « Et pour quelqu'un qui a consacré l'essentiel de sa formation et de ses activités aux problèmes économiques et financiers, aborder les questions de la culture, c'est en quelque sorte passer du plomb à l'or. »

Oui, pour nous Français, la culture est assurément la plus grande et la plus noble des richesses, une richesse qui doit être entretenue, confortée, développée.

Malheureusement, nous venons de le voir, la part qui lui est réservée, dans le budget général de la nation est loin de répondre à son importance. Les crédits alloués à votre ministère, monsieur le ministre, hélas, mille fois hélas, n'ont pas suivi la courbe ascendante du prix de l'or ces derniers mois !

M. Jack Ralite. Ni celle des profits !

M. Maurice Tissandier, rapporteur spécial. Certes, je le sais, on ne peut pas à la fois demander au Gouvernement deux milliards d'économie et vouloir l'augmentation des crédits pour tous les ministères.

Ce qui m'oblige, bien sûr, à tempérer ma critique.

Car, si nous souhaitons vivement que soit affectée aux affaires culturelles une part du budget de la nation nettement plus importante — je pense que le Gouvernement devrait envisager le doublement des crédits actuels en trois ans — nous reconnaissons que vous avez retenu, monsieur le ministre, des priorités intéressantes.

Tout d'abord, notons l'augmentation des autorisations de programme, qui dépasseront de 36 p. 100 le niveau atteint cette année, ce qui laisse bien augurer de la poursuite de la politique d'équipement du ministère.

L'accent mis sur le patrimoine et sur l'enseignement de la musique montre que le Gouvernement a tenu compte des préoccupations exprimées depuis longtemps par l'Assemblée nationale et singulièrement par la commission des finances.

Il faut se féliciter aussi de la réorganisation du ministère qui est menée à bien depuis un an. Bien que doté d'une administration légère, le ministère de la culture se caractérise par la multiplicité des fonctions qu'il assume dans les domaines les plus divers.

Au surplus, son action est complétée par un grand nombre d'organismes dont le statut, les moyens financiers et le degré d'autonomie sont extrêmement variables, ce qui ne facilite d'ailleurs pas le contrôle parlementaire.

Dans ces conditions, une remise en ordre s'avérait indispensable. Je me réjouis que vous n'ayez pas omis d'y inclure l'audiovisuel, qui est probablement le secteur culturel promis au plus grand développement au cours des prochaines années. La création d'un poste de délégué à l'audiovisuel devrait permettre de mieux intégrer le cinéma et la télévision dans les activités de la rue de Valois.

Quelques ombres au tableau cependant. Et je me fais ici, monsieur le ministre, l'interprète d'un certain nombre de préoccupations de la commission des finances.

La commission s'est tout d'abord inquiétée de la gestion des grands organismes culturels et, en particulier, de l'Opéra et du Centre Georges-Pompidou.

En ce qui concerne l'Opéra, le dernier rapport de la Cour des comptes a formulé de sévères critiques qui n'ont pas échappé à l'attention du rapporteur.

Toutefois, il semble que le problème soit plus complexe et plus profond.

Certes, la subvention de fonctionnement, pour importante qu'elle soit, puisqu'elle atteint 187 millions de francs en 1980, augmente modérément — de 8,3 p. 100 — par rapport à cette année.

Ce qui est inquiétant, par contre, c'est le poids croissant des charges fixes, essentiellement des dépenses de personnel dans le budget de l'Opéra. On peut craindre qu'à l'avenir, cet étalement coûte de plus en plus cher à l'Etat, tout en étant contraint de limiter constamment les dépenses liées directement au spectacle pour que son budget reste dans des limites raisonnables. Ce serait une situation absurde, qui condamnerait la grande scène lyrique à la stérilité. Je pense qu'il convient d'y réfléchir sérieusement.

D'autant plus que nul ne peut contester que l'Opéra a su, ces dernières années, reconquérir une renommée internationale par la qualité exceptionnelle de ses spectacles, qualité à laquelle notre commission des finances a tenu à rendre hommage.

Elle a d'ailleurs rendu un même hommage à la Comédie-Française dont la gestion n'a pas appelé de remarques et dont les représentations de très haute valeur font honneur à notre pays.

M. Jean-Philippe Locat, ministre de la culture et de la communication. Très bien !

M. Maurice Tissandier, rapporteur spécial. En ce qui concerne le Centre Georges-Pompidou, les diverses institutions installées dans son bâtiment recevront en 1980 près de 180 millions de francs de subventions. Là encore, l'importance de ces sommes ne doit pas faire oublier le succès exceptionnel du Centre qui a acquis un extraordinaire rayonnement à l'étranger.

Toutefois, et la commission des finances a adopté une observation en ce sens, il convient de faire un bilan des activités du Centre et de voir comment sa gestion peut être améliorée sans nuire à la qualité de ses entreprises.

Je mentionnerai enfin le cas particulier du théâtre de Chaillot. La subvention pour l'an prochain est encore en baisse de 10 p. 100. Je souhaite vivement, monsieur le ministre, que vous puissiez nous faire des propositions concrètes qui garantissent l'avenir de cet établissement et nous donner, si possible, les conclusions de l'étude que vous avez entreprise pour la réorganisation de l'ensemble de cet important palais.

La deuxième préoccupation de la commission a porté sur le déséquilibre entre dépenses d'équipement et dépenses de fonctionnement.

Comme je l'ai déjà souligné, votre ministère fait un effort considérable en matière d'équipements. Les monuments historiques, les bibliothèques en sont les principaux bénéficiaires. Pour les musées, la loi de programme votée en 1978 a permis de lancer des projets très ambitieux : près de 400 millions de francs d'autorisations de programme sont inscrits à ce titre dans le budget de l'an prochain.

En matière de subventions de fonctionnement, on constate, en revanche, une certaine stagnation qui est particulièrement marquée pour l'entretien des monuments historiques, les musées et la lecture publique.

Cela signifie tout simplement que les collectivités locales vont devoir supporter de lourdes charges pour l'entretien d'édifices dont la construction ou la restauration ont été lar-

gement aidées par l'Etat. C'est une situation paradoxale et lourde de menaces pour les communes dont les ressources ne peuvent s'accroître, vous le savez, monsieur le ministre, indéfiniment.

En ce qui concerne les musées et les monuments historiques, un autre paradoxe résulte du contraste entre la grande médiocrité des rémunérations des personnels — conservateurs et gardiens — et l'importance de leurs responsabilités. Cela est particulièrement vrai pour les gardiens des monuments historiques dont le salaire est de l'ordre de 2 400 francs par mois et qui n'ont aucune perspective de carrière, alors qu'ils doivent s'occuper de l'entretien et, souvent, des visites des édifices où ils travaillent.

La commission des finances souhaite très vivement qu'une amélioration du statut de ces personnels soit examinée au cours de l'année 1980 et elle m'a prié d'insister sur ce point.

Elle a d'autre part relevé le contraste, traditionnel pourrait-on dire, entre les dépenses culturelles faites dans la région parisienne et celles qui sont faites en province.

Certes, nous savons tous que le ministre de la culture, responsable du patrimoine artistique national, doit tenir compte de l'héritage de notre histoire. Un grand nombre de monuments et de musées sont concentrés autour de la capitale et leur entretien et leur bon fonctionnement exigent des crédits substantiels.

Il est aussi inévitable qu'on trouve à Paris la plus grande scène lyrique, le plus grand orchestre, les plus importantes bibliothèques.

Il n'en demeure pas moins que peu de choses ont été faites jusqu'à présent pour infléchir cette évolution. Chaque année, l'examen des chiffres du budget montre le poids des équipements lourds parisiens qui absorbent près de 20 p. 100 des crédits. La création du Centre Pompidou, du musée du xix^e siècle, du musée Picasso, l'installation dans la région parisienne de neuf des vingt-six centres d'animation culturelle, la ventilation des crédits du fonds d'intervention culturelle, constituent autant d'éléments qui confirment une tendance générale.

Nous comprenons bien, monsieur le ministre, qu'il ne vous est pas possible de modifier rapidement une situation qui persiste depuis longtemps. Je me permettrai seulement de formuler deux catégories de propositions.

Il faudrait tout d'abord inciter les organismes culturels parisiens à sortir plus fréquemment de la capitale pour faire profiter le reste de la France de leurs activités.

Je pense notamment à la Comédie-Française, qui fait de fréquentes tournées à l'étranger et qui pourrait fort bien se rendre aussi en province. Il devrait en être de même pour l'Opéra. Il serait sans doute difficile et coûteux pour cette institution de monter hors de Paris des spectacles lyriques. Une troupe de ballets, en revanche, devrait participer à des tournées, car elle est, me semble-t-il, actuellement sous-utilisée.

Le même raisonnement pourrait s'appliquer au Centre Pompidou qui devrait monter plus souvent des expositions itinérantes.

Il conviendrait ensuite de tirer parti du goût croissant des Français pour des types d'activités culturelles qui se prêtent particulièrement bien à la décentralisation en raison de leur souplesse et du fait qu'elles se plient aussi bien à des usages privés que collectifs. C'est le cas de la lecture publique. Nous souhaitons que le Gouvernement puisse prochainement déposer sur le bureau du Parlement une loi de programme qui permettrait de répondre à la forte demande de bibliothèques et profiterait dans une très large mesure à la province.

Il en va de même pour la musique. Il serait souhaitable, en particulier, que les formations instrumentales et les troupes lyriques de province aient un plus grand accès à la télévision. L'audiovisuel est d'ailleurs un instrument remarquable d'intervention culturelle. L'autorité dont vous disposez désormais dans ce domaine devrait vous permettre d'obtenir que les stations régionales de FR 3 participent plus activement à la vie culturelle des régions où elles sont implantées.

Je mentionnerai, enfin, le cas un peu particulier des métiers d'art. Ce type d'activité, dont le Président de la République veut encourager le développement, permet de créer des emplois intéressants dans toutes les régions de France. Son importance économique et culturelle mérite de retenir davantage votre attention.

Telles sont, monsieur le ministre, avec les observations adoptées par la commission des finances, les suggestions que je voulais avancer. Je pense qu'elles permettront d'engager un dialogue utile dans un secteur qui est en pleine mutation. C'est

dans ces conditions que je propose, au nom de la commission des finances, l'adoption du budget de la culture. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Fillioud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la culture.

M. Georges Fillioud, rapporteur pour avis. Il y a un peu plus de vingt ans déjà, André Malraux, premier ministre de la culture, entré dans la nouvelle aventure que venait de lui confier le général de Gaulle. Depuis 1959, ses sept successeurs, en neuf années, n'ont guère cessé de remettre leurs pas dans les empreintes qu'il avait tracées.

Le huitième, c'est vous, monsieur Lecat.

Vous avez indiqué que la décentralisation culturelle était, à votre avis, une idée dépassée. Il faut en conclure que vous ne voulez plus suivre le même chemin et qu'en particulier vous ne voulez plus « cultiver » la province comme naguère. Mais nous attendons toujours que vous nous disiez comment vous entendez la mettre en culture.

L'époque des maisons paraît close ! Mais on ne sait toujours pas ce qui sera semé dans les champs alentour où tant de choses pourraient pousser si l'on se décidait enfin à les ensemencher.

Telles sont les questions posées mais le budget que vous proposez n'apporte pas de réponse. Il n'est ni pire ni meilleur que le précédent. Ni que le précédent du précédent. Il ne répond pas aux appels du monde présent et du monde que l'on attend. Il n'écoute pas ou n'entend pas une société qui s'interroge, qui se met en question, et questionne l'avenir de sa civilisation. Il lui manque du souffle.

Vous vous présentez en gestionnaire sans ambition, en fonctionnaire résigné à la résignation. Comment pourrait-il en être autrement, quand, selon le mot de Jean Vilar : « Un organisateur ne peut pas plus que la société ne lui permet. » Or, la société présente ne permet guère en ce domaine. Au contraire, bien souvent, elle interdit.

Il n'est pas possible, imaginable, crédible de proposer à la France de 1980, un avenir culturel qui ne puise ses ressources que dans 0,5 p. 100 de l'ensemble des dépenses de la nation. Doublerait-on ce chiffre, d'ailleurs, comme cela est demandé depuis quinze années, que cela ne suffirait plus pour les réponses à donner aujourd'hui. Il n'est pas de dessein culturel national, dans un pays comme le nôtre, qui puisse être tracé avec des moyens si dérisoires.

Alors d'une année à l'autre, on saupoudre d'un côté, on avantage de l'autre et puis l'on change sans jamais satisfaire aucune des fonctions de la vie culturelle.

Là où l'Etat démissionne, il faut bien que les collectivités assument le relais sauf pour elles à accepter que le désert culturel, que déjà trop souvent elles connaissent, ne s'étende encore. Le rapporteur de la commission des finances le déclarait avant moi, monsieur le ministre : les départements et les villes n'en peuvent plus et les villages moins encore, écrasés qu'ils sont sous les charges que vous délaissent, sous les besoins des hommes qui, légitimement, s'accroissent. Voyez nos écoles de musique, nos écoles d'art, nos bibliothèques, nos archives municipales, tout ce qui fait la vie locale là où les Français sont, là où ils se connaissent et se reconnaissent, là où il apprennent ou devraient apprendre à apprendre.

Certains de nos collègues opposent à ce sujet, parce que le raisonnement est simple, la province et Paris. Je crois, pour ma part, que cela est moins simple. Mais il y a bien deux dimensions, deux univers, deux cultures. Il y a deux classes : en première, c'est confortable, désodorisé et « musiqué », en seconde, on s'entasse et on ne peut ni regarder, ni écouter. Vous améliorerez un peu, avec ce que vous avez, les wagons de première classe et pour les autres, il ne vous reste rien.

Car le premier problème, monsieur le ministre, est bien que vous ne disposez que de moyens en dessous de la moyenne. L'année dernière, vous aviez annoncé une progression de votre budget de 17,8 p. 100 en rappelant l'engagement pris par le Premier ministre d'assurer le doublement du budget de la culture au cours de la présente législature. Cette année, la progression par rapport à 1979 est de moins de 12 p. 100. Ainsi, aux deux cinquièmes de la législature, la progression n'aura été que de 31,87 p. 100.

La part de la culture, qui était montée à 0,57 p. 100, retombe à 0,55 p. 100. L'objectif annoncé par le Premier ministre, et que vous avez repris, paraît déjà compromis. C'est dans cette optique

que l'on doit examiner la hausse « globalement modérée » — c'est votre expression — que vous expliquez dans votre note de synthèse par « la volonté des pouvoirs publics de limiter la progression des dépenses de fonctionnement proprement dit ».

Or, et M. le rapporteur de la commission des finances a eu raison de le souligner dans son rapport écrit, créer des équipements et des institutions nouvelles, c'est naturellement faire reluire le prestige et la gloire, mais cela entraîne des obligations que vous n'avez plus ensuite capacité d'assumer — M. Tissandier en parlait pour Beaubourg — sauf à rogner sur d'autres dépenses. Il y avait la Bourse, l'Opéra ; il y a maintenant Beaubourg.

Regardez, par exemple, où vont les crédits de la loi-cadre sur les musées et vos crédits de cette année dans ce domaine. Le musée du XIX^e siècle que vous êtes en train de réaliser à la gare d'Orsay en mange pratiquement la totalité, et les musées de province peuvent « crever » — ce qu'ils font d'ailleurs.

Année du patrimoine, dites-vous dans la présentation de votre budget. C'est une de ses lignes de force. Mais prenez l'exemple de l'inventaire général : d'après les réponses qui m'ont été fournies par vos services, au rythme actuel, il faudrait cinquante ans pour achever le pré-inventaire normalisé et deux siècles pour venir à bout de l'inventaire fondamental. Quant aux archives, les crédits de paiement votés pour 1979 étaient légèrement supérieurs à 27 millions de francs ; ils seront réduits à un peu plus de 20 millions de francs en 1980. Pourtant, il s'agit bien, là aussi, du patrimoine car il ne sert à rien de construire si l'on ne veut pas conserver. Or, pour conserver, il faut des moyens et du personnel.

Je ne passerai pas la revue de tous les crédits dont l'examen détaillé figure dans mon rapport écrit. Je me bornerai, monsieur le ministre, à vous poser une question et à vous présenter une observation.

La question aura trait au théâtre national de Chaillot. Pour la quatrième année consécutive, vous réduisez les crédits de cet établissement, et cette année, de plus de 10 p. 100 par rapport à l'année dernière, la subvention passant de 14 à 12,5 millions de francs, ce qui, compte tenu de l'érosion monétaire, représente une diminution des moyens de 25 p. 100. En outre, le responsable de ce théâtre n'aura pas cette année, comme l'année dernière, la possibilité, pour boucler son budget, d'y inscrire les recettes de l'exercice précédent.

La commission vous a interrogé sur cette affaire qui la préoccupe. Vous lui avez apporté des réponses floues et, en tout cas, lointaines. Vous avez annoncé votre intention de procéder au remplacement de l'animateur de ce théâtre. Mais pourquoi avez-vous parfois invoqué ce que vous avez appelé une mauvaise situation de cette scène, une absence de public, un échec, alors qu'il ressort de documents que vous connaissez aussi bien que moi qu'il n'en est rien, que ce théâtre « marche » bien, qu'il fait des bénéfices et que le taux de fréquentation de la salle principale, sur l'année entière, atteint 77 p. 100 ?

Dans ces conditions, monsieur le ministre, il est normal de vous demander pourquoi vous voulez le tuer. Cette interrogation n'est pas de mon fait. Elle vous est posée par la commission tout entière, sous forme d'une question dont elle a voté le texte.

Par ailleurs, comme la commission des finances, la commission des affaires culturelles demande que le Parlement soit rapidement saisi d'un projet de loi de programme sur la lecture publique et que soit déposé un projet de loi-cadre sur l'enseignement de la musique permettant de mettre en forme le plan quinquennal que vous avez annoncé.

Enfin, la commission insiste une fois de plus pour que la concertation s'engage entre le ministère de la culture et celui de l'éducation, d'une part, entre ces deux ministères et les collectivités locales, d'autre part, pour assurer la gratuité effective des cours à horaires aménagés dans les conservatoires, ce qui, naturellement, rend obligatoire une augmentation des subventions accordées par l'Etat.

Permettez-moi une réflexion en guise de conclusion. Les espaces culturels que votre absence de volonté et de moyens laisse vacants, les puissances de l'argent les occupent. Je citerai deux exemples.

Premier exemple : cette année est théoriquement consacrée à l'enfance. L'enfance ouverte à tous les appétits de la connaissance. La démission des responsables la livre à Goldorak et à tous les substituts d'une société de consommation et de diversion.

Deuxième exemple : la chanson française est abandonnée aux rythmes américains parce que les miroirs des *hit parade* sont fabriqués tout exprès pour renvoyer l'image qu'un quarteron de programmeurs leur impose.

Un responsable de votre ministère, M. Girard, chef du service des études et de la recherche au ministère de la culture, n'écrivait-il pas, à propos des marchés du culturel : « Le progrès de la démocratisation et de la décentralisation est en train de se réaliser avec beaucoup plus d'ampleur par les produits industriels accessibles sur le marché qu'avec les produits subventionnés par la puissance publique. »

Conclusion de la commission : ce rapport porte la marque d'infamie — j'y suis désormais habitué — puisque y figure en première page cette mention : « Les conclusions du rapporteur, défavorables à l'adoption des crédits, ont été repoussées par la commission. » C'est, naturellement, indiquer aux députés de la majorité qu'il n'est pas nécessaire de s'informer puisqu'on leur dit ainsi comment il faut voter. D'ailleurs, en commission, tous les députés, sans exception, ont approuvé mes critiques, puis ils ont voté votre budget. C'est la logique de la majorité. C'est moins le hasard que la nécessité. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Ralite, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le cinéma.

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Monsieur le ministre, vous avez, il y a quinze jours, accordé à un journal une interview sous le titre : « L'argent privé ne salit pas la culture ».

J'ai même lu — vous ne pourriez me dire que, citant ce titre, je sollicite votre pensée — que « dans un pays capitaliste, ne pas fonder la culture sur des mécanismes de type capitaliste serait absurde ». Et vous vous plaisez à rapporter un exemple découvert par vous, aux Etats-Unis, où Chrysler s'occupe d'une œuvre charitable — je ne dis pas : culturelle « Eh bien ! je trouve cela fabuleux ! », avez-vous ajouté.

Il y a trois jours, votre collègue du Gouvernement, M. Monory, a écrit au président directeur général de l'U. G. C., à celui de Gaumont et à celui de Para-France, une lettre dans laquelle il les accuse, somme toute, de salir la culture. Serait-il devenu marxiste ou tout simplement objectif ? Que non ! Mais la chose était devenue l'objet de tant de critiques et de tant de batailles qu'il a dû, au moins sur le plan des idées, céder.

Il est très encourageant qu'un homme comme M. Cometti, un tout petit exploitant de la Seine-Saint-Denis, que les réalisateurs de cinéma qui, jour après jour, s'insurgent contre le monopole des grandes sociétés cinématographiques, que les syndicats professionnels, les producteurs indépendants et moi-même qui, en tant que rapporteur, dénonce ici depuis sept ans la politique des grandes sociétés dans le cinéma, ayons finalement abouti à quelque chose. C'est un succès dans la guerre idéologique que vous menez pour magnifier le profit dans le domaine de la culture.

Cela dit, la lettre de M. Monory est platenique. Le Parquet n'est pas saisi. Aucune sanction financière n'est prise. Ainsi, contraint de dire du mal des grandes sociétés d'affaires du cinéma, vous ne leur voulez que du bien. Et M. Monory a trouvé la parade : il propose que soit élaboré un code de bonne conduite.

Après que M. Cometti eut saisi, en 1973, le centre national du cinéma des abus de positions dominantes, les grandes sociétés furent invitées à respecter une règle « de bonne conduite ». C'était en 1974. Nous sommes en 1979, bientôt en 1980, et aucune de ces grandes sociétés n'a accepté les remarques pourtant perlinentes et légales de la direction du centre national du cinéma.

J'habite le département de la Seine-Saint-Denis ; je sais ce qu'est la mise en uniforme cinématographique — l'uniforme fut-il celui d'Arlequin — d'une population par le groupe U. G. C. qui possède vingt-six salles sur trente-sept et qui collectivise la programmation cinématographique du département.

Vous le savez bien, on ne fait pas bien se conduire le profit si on ne le muselle pas. Quel code de bonne conduite voulez-vous obtenir quand, à Nantes, les grandes compagnies possèdent 67,89 p. 100 des salles, à Rennes, 76,36 p. 100, à Brest 96,61 p. 100, à Limoges 88,60 p. 100, à Tours 80,48 p. 100, à Caen 83,99 p. 100, à Rouen 94,89 p. 100, à Tourcoing 93,94 p. 100, à Troyes et à Lorient 100 p. 100, à Tarbes 80,45 p. 100, à Cholet 100 p. 100, à Laval 86,11 p. 100 et, dans la région parisienne, la totalité des salles d'exclusivité et des salles principales.

Vous leur avez tout donné et maintenant vous voulez leur imposer un code de bonne conduite ? C'est se moquer du monde !

Mais cela explique pour une grande part ce qui s'est passé il y a quelques jours au C. I. S. C. O., le salon des matériels et techniques nouvelles de l'équipement cinématographique. Je veux en informer l'Assemblée.

Une table ronde sur les nouvelles techniques était organisée, une sorte de suite à celle qui eut lieu à l'initiative de votre prédécesseur, M. d'Ornano, sur la T. V. A. Vous y étiez, monsieur le ministre, accompagné de M. Robert-André Vivien, ou R. P. R., de M. Fourcade, du P. R., de M. Carat, socialiste — ah, ce consensus ! Il vous poursuit jusqu'au cinéma. Mais de parlementaires communistes, point. De rapporteur du budget du cinéma, point.

M. d'Ornano m'avait écarté de la table ronde sur la T. V. A. et je me rappelle, monsieur le ministre, que l'année dernière ici-même vous avez déclaré que le passé était le passé et que sous votre règne — je ne sais pas si le mot a été prononcé, disons sous votre responsabilité — notre rôle serait reconnu. Or, pour des raisons que je qualifie de politiciennes, vous m'avez purement et personnellement écarté.

J'élève une protestation et j'affirme que les parlementaires, quel que soit le groupe auquel ils appartiennent, qui ont accepté de se prêter à ce petit jeu de la peur ont bien mal servi le cinéma français et la dignité du Parlement.

Petit jeu de la peur, oui. Car, si j'avais été là, avec d'autres qui ont été écartés — je pense aux créateurs et aux syndicats — nous aurions démontré que par-delà la discussion un peu « crème-chantilly » sur les nouvelles techniques, vous cachiez les véritables intentions du Gouvernement.

Mon rapport indique que vous avez sept dossiers qui demeurent dans leur intégralité secrets. Je vous ai entendu déclarer au C. I. S. C. O. que vous ne pratiquez pas la politique du secret. J'ai fait la liaison et vous m'excuserez de démontrer que si.

Premier dossier : la T. V. A., la T. S. A. — la taxe spéciale additionnelle. Qu'en est-il de la modulation ? Nous n'en savons rien quant au prix des places. Et vous savez que s'il n'y a pas de modulation, cela signifie que la T. V. A. ira dans le coffre-fort des grandes compagnies du cinéma.

Qu'en est-il, à travers la T. S. A., de la production ? On ne peut pas obtenir, sur ce seul point d'ailleurs, de renseignements précis du centre national du cinéma français. Vous savez bien que l'année dernière la T. S. A. majorée avait été instituée pour aider la production. Or « au Sénat » a été introduite, par deux amendements de MM. Fourcade et Carat, que vous avez acceptés, une minoration de cette T. S. A.

M. le ministre de la culture et de la communication. J'ai été battu. Cela peut arriver !

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. La production n'aura donc pas ce qui lui était immédiatement nécessaire. Vous n'en dites rien d'ailleurs. Tels sont les premiers éléments secrets.

Deuxième dossier secret : le 24 août, M. Davignon — il ne s'occupe pas que de la sidérurgie — vous a écrit pour récuser la notion de film de nationalité française dès l'instant que, comme le fonds d'aide, conquête de la Libération, l'exige, un quota de personnel français doit y figurer. J'ai protesté. Vous m'avez répondu que la chose était publique puisque *Le Film français* l'avait publiée. Avec humour, ce journal a écrit : « Merci de nous prendre pour le *Journal officiel* ».

Ce qui demeure, c'est que j'attends encore la position ferme, catégorique, ce refus du Gouvernement français à M. Davignon, parce qu'en fait, si l'on supprime ces éléments constitutifs de la nationalité des films français, on aboutit à la construction de films internationaux. c'est-à-dire finalement aux films dont rêvent avec vous les grandes compagnies.

Troisième dossier : le Conseil économique et social. Ce rapport a été rédigé par M. Luneau qui siège au Conseil économique en qualité de membre de la C. F. D. T. Il appelle à la concentration ; c'est sa ligne directrice. Vous vous taisez sur ses conclusions parce que finalement son auteur a mangé le morceau et il vous est difficile d'affirmer qu'il ne dit pas la même chose que vous.

Je relève d'ailleurs une petite phrase à la fin de ce rapport : « Il faut que le cinéma français, comme les autres cinémas européens, garde une part significative de leur existence ».

Je ne peux pas ne pas me rappeler qu'à Lisbonne, au colloque européen sur le cinéma, le représentant des *major companies* américaines avait annoncé qu'il était pour la « survie » des cinémas européens.

Voilà les secrets dont vous ne voulez pas parler, voilà les sujets sur lesquels vous ne voulez pas prendre position !

La liberté des prix ? Quatrième dossier secret ! Le 30 octobre — nous sommes le 26, donc dans quatre jours — l'accord de la profession et de la direction des prix arrive à forclusion. Quelle décision va prendre le Gouvernement ? Les prix vont-ils augmenter ? Il faut le dire ! Et, s'ils augmentent, vous savez bien que ce sera favorable à la grosse exploitation, pas à la petite.

Je pense à M. Cometti. Il a du mal dans le coin où il survit avec sa femme. S'il augmente ses prix, si vous lui en donnez la liberté, comme on dit — singulière définition du mot liberté — il perdra des clients.

J'estime qu'il faut soutenir les petits, les maintenir et leur permettre de se développer. Or, si l'on décide de libérer les prix, cette décision aboutira à leur assassinat et les gros prospéreront.

Le rapport cinéma-télévision ? Autre dossier secret ! La carte de producteur, vous ne l'avez même pas évoquée au C. I. S. C. O. Mais si la carte de producteur est donnée à TF 1 et à Antenne 2, dans les conditions actuelles ce sont les grandes compagnies qui en profiteront. La S.F.P., seule base nationale industrielle publique, y perdra alors et vous savez bien que la base nationale industrielle privée est déjà très rétrécie.

Les nouvelles techniques ? Vous avez nommé le président directeur général de Gaumont pour étudier leurs conséquences sur le cinéma. D'ailleurs, vous ne dites pas que deux rapports ont déjà été présentés : un de M. Jean-Louis Arnaud — il a été refusé — et un de M. Seydoux, qui a été également refusé. Pourquoi ? Où sont les positions du Gouvernement ? D'autant que l'année dernière, à propos des nouvelles techniques, je vous ai entendu déclarer que nous arrivions à l'époque de la « création non culturelle ». J'ai entendu M. Seydoux parler de la nécessité de « faire de nouveaux produits ». J'ai entendu M. Pontillon, l'un des patrons de Thomson-C.S.F., dire qu'il fallait faire des « produits attractifs ». Alors il faut parler !

J'arrive au dernier dossier secret, celui de la concurrence.

M. le président. Il faut conclure, monsieur le rapporteur !

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Je sais, monsieur le président, mais ces secrets, je suis bien obligé d'en parler ici, puisqu'on ne peut pas en parler ailleurs !

M. le président. Vous êtes inscrit dans la discussion générale.

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Oui, mais je ne parlerai pas du cinéma !

M. le président. En tant que rapporteur, vous devez présenter les conclusions de la commission.

M. le ministre de la culture et de la communication. La commission est contre.

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Oui, mais si l'on me dit : « La commission est contre, vous dites qu'elle est contre et vous retournez à votre place ! », c'est peut-être du cinéma, mais de mauvais goût.

M. le président. Concluez, monsieur le rapporteur !

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Je vais conclure, mais je tiens tout de même à parler des secrets de la commission de la concurrence.

M. le président. Vous avez dépassé votre temps de parole.

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Je sais, mais cela ne fait rien.

M. le président. Je vais vous retirer la parole !

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Attendez, monsieur le président, j'ai encore quelques mots à dire.

La commission de la concurrence ? Là aussi, on dit que le rapport est secret. Eh bien, voici une phrase qui figure à la page 62 :

« Les décisions qu'elle propose, le régime de liberté qu'elle avance risquent d'accroître la domination des films américains qui ont déjà assuré 30 p. 100 des entrées dans les salles fran-

guides en 1978. Un accord d'auto-limitation sur les conditions de location de films américains importants devra être recherché avec les représentants des majors.»

Code de bonne conduite pour les grandes affaires françaises, accord transitoire d'autolimitation pour les grandes affaires américaines : où est le cinéma français dans tout cela ?

En fait, vous avez choisi l'économie de distribution, vous vous occupez des robinets mais pas de l'eau qui coule par ceux-ci.

Je viens de parler du cinéma américain, je veux être très clair. Je ne suis pas contre le cinéma américain, je le salue ici et je nomme des hommes comme Coppola, Huston, Altman, Arthur Penn, Chaplin, Minnelli, John Ford, Howard Hawks, Raoul Walsh, King Vidor, Elia Kazan. Je les nomme parce qu'ils appartiennent à l'histoire internationale et culturelle du cinéma. Mais je note qu'à Deauville, cette année...

M. le président. Encore une fois, concluez, monsieur le rapporteur !

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Je vais conclure, monsieur le président.

A Deauville, cette année, monsieur le ministre, votre prédécesseur, toujours membre du Gouvernement, a organisé le plus grand festival de cinéma américain. Ceux que je viens de citer n'y étaient pas ; c'était le festival des *major companies*. A ce propos, l'organisateur a déclaré : « Les majors ont donné leur caution au festival, ils nous envoient leurs films, ils nous ont fait l'honneur de tenir leur congrès... Cela justifie la place prépondérante qu'ils prennent... Jack Valente nous a promis un soutien encore plus important. Leur intention est de faire de notre manifestation la tête de pont de leurs productions en Europe. »

Eh bien, nous, nous sommes pour la défense du cinéma français, car la coopération internationale ne peut se développer qu'avec une production nationale. Il y a des talents dans notre pays. Des talents, il n'en manque pas, contrairement à ce que j'ai entendu dire à une certaine tribune du dîner annuel des producteurs, par M. Kiejman, ou à une table ronde par M. Vivien et par M. Baumel, et même par vous, monsieur le ministre, à ce dîner de la production, quand vous avez déclaré que le goût du public est intolérant — sous-entendu : il n'a pas de talent.

Eh bien, si ! En Seine-Saint-Denis, dans les salles publiques, nous constatons que les gens ont du talent et, quand je cite Rohmer et Guiguet, Vecchiali et Godard, Pialat et Rivette, Eustache et Resnais, Bresson et Demy, Allio, Féret, Adam et tant d'autres, notamment des réalisatrices femmes toujours plus nombreuses en France, je dis que dans notre pays il y a du talent.

M. le président. Monsieur le rapporteur...

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. J'ai terminé, monsieur le président.

J'ai demandé à la commission de refuser le budget.

L'un des parlementaires de la majorité m'a dit : « Vous avez de la compétence, il nous est difficile de polémiquer avec vous. » Je trouve que c'est un peu curieux. Il m'a dit ensuite : « Il ne faudrait pas être si sévère, peut-être que l'on ferait quelques pas avec vous. » Je trouve cela assez optimiste d'une certaine manière, parce que cela veut dire que la situation n'est pas si bonne que vous dites.

Résultat ? Ainsi qu'ils l'ont fait depuis sept ans, les commissaires de la majorité, comme un seul homme, ont voté votre budget. Je prétends qu'il ne fallait pas le voter. Mais j'ai informé l'Assemblée qu'ils voulaient le voter. J'ai fait aussi une autre proposition : quand il y a sept dossiers, que je prétends secrets, un Parlement qui s'honore de ses droits et de ses devoirs devrait demander que la discussion de la partie cinéma soit reportée à la fin de la discussion budgétaire de telle manière que la commission des affaires culturelles puisse, en une ou deux fois, et un peu mieux que dans la séance confetti où j'ai présenté mon rapport, entendre le ministre, les hauts fonctionnaires du cinéma, les représentants des syndicats, ceux des industriels et les créateurs français. Chacun pourrait alors juger en toute connaissance de cause. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la culture et de la communication.

M. le ministre de la culture et de la communication. Mesdames, messieurs, je répondrai en détail à la fin du débat aux questions qui m'auront été posées, conformément à la règle établie. Je ne vous demande maintenant que quelques minutes d'attention. Cela est en effet nécessaire pour que la discussion s'engage sur le projet de budget tel que je le présente à l'Assemblée et non pas sur les images sans aucun rapport avec la réalité qui ont été avancées par les deux derniers rapporteurs.

Je tiens auparavant à remercier M. Tissandier qui a exposé, au nom de la commission des finances, à la fois l'avis favorable de cette commission et son appréciation personnelle du budget. Celle-ci n'était d'ailleurs pas exempte de critiques auxquelles je répondrai. S'il est exact que certaines lacunes ou insuffisances apparaissent dans ce projet de budget de la culture pour 1980, je suis persuadé qu'il sera possible d'y apporter de sensibles améliorations au niveau de l'exécution, en tenant compte des suggestions et des orientations que M. Tissandier a évoquées au nom de sa commission.

Cela dit, je ne peux pas laisser s'engager le débat sans relever les observations formulées par MM. Filiouid et Ralite.

Il serait d'abord regrettable de laisser s'instaurer une confusion dans les esprits. Dans sa présentation du vote de la commission des affaires culturelles, M. Filiouid a en effet indiqué que les membres de celle-ci avaient voté contrairement à leur intime conviction. Je ne suis pas sûr que, dans un parlement démocratique, on puisse ainsi interpréter le vote d'élus. Si les membres de la majorité se sont prononcés contre le rapport de M. Filiouid, c'est parce que celui-ci ne leur paraissait pas conforme à la réalité ; je suis convaincu qu'ils ont voté conformément à leur conviction.

M. Jean-Paul Fuchs. Tout à fait exact !

M. Michel Péricard. Bien sûr !

M. le ministre de la culture et de la communication. M. Ralite a, quant à lui, procédé avec plus d'habileté en laissant entendre que les commissaires auraient, tellement ses critiques leur paraissaient pertinentes, évoqué la possibilité de détacher le budget du cinéma pour permettre de lever le secret.

Sur ce point j'indique à l'Assemblée qu'il n'y a naturellement aucun secret, y compris les faux secrets du genre des incidents du C. I. S. C. O. ou du festival de Deauville.

Dans notre pays, monsieur Ralite, le ministre de la culture ne fait pas tout, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays.

M. Guy Hermier. Cela se voit !

M. le ministre de la culture et de la communication. Je ne suis pas l'organisateur du festival de Deauville auquel je n'accorde aucune subvention. Je ne suis pas non plus l'organisateur du C. I. S. C. O. où ce n'est pas moi qui invite. Vous ne pouvez, chaque fois que quelque chose ne vous convient pas, faire porter au Gouvernement la responsabilité d'actes qui relèvent de l'initiative d'élus, de municipalités, d'organisations professionnelles agissant librement.

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Monsieur le ministre, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. le ministre de la culture et de la communication. Volontiers !

M. le président. La parole est à M. Ralite, rapporteur pour avis.

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Je prends acte, monsieur le ministre, de ce que vous venez de dire. Non pas sur le festival de Deauville, car M. d'Ornano est tout de même membre du Gouvernement, il exerçait vos responsabilités il y a peu de temps et les trois chaînes de télévision, avec leurs trois directeurs, se sont déplacées deux jours pour rendre compte de ce festival.

J'ai, pour ma part, assisté, à Saint-Etienne, à un festival franco-italien — bien européen, n'est-ce pas ? — où étaient présents quarante cinéastes, dont des hommes de grand talent comme Comencini, Lattuada, Ettore Scola, festival qui a été suivi, pendant un mois, par des milliers de spectateurs mais dont F. R. 3 Lyon n'a pas passé une seule image ni un seul son.

Etant donné votre tutelle sur la télévision, avouez qu'il vous est difficile de vous tenir à l'écart de cette décision.

Mais j'en reviens au C. I. S. C. O. Je vous en donne acte. J'y ai rencontré, après la prestation dont j'ai parlé, les professionnels qui prenaient l'apéritif d'honneur et qui m'ont dit : « Monsieur, ça ce n'est pas notre fait. On nous a dit de l'organiser comme cela ! »

Comment démêler la vérité ? Si la démocratie avait joué, aucune vérité ne serait à démêler. J'ajoute cependant que, si certains professionnels ont une part de responsabilité dans cette grave affaire — j'insiste sur le qualificatif — pour la dignité de la démocratie, je me pose une question : quand un monsieur tient une salle de cinéma et que des spectateurs font la queue, leur demande-t-il le parti auquel ils appartiennent ? Et si, par aberration, il leur posait cette question et qu'une personne réponde : « Je suis communiste », lui dirait-il alors qu'il n'a pas le droit d'entrer ? Voilà le grand problème qui est posé aujourd'hui.

Après ce que j'ai dit aux représentants du Gouvernement, après ce que j'ai dit au sujet des députés qui ont participé à cette soirée, à quelque groupe qu'ils appartiennent, je tiens à dire aux professionnels : « N'entrez pas dans cette pratique. La France est une nation complexe et diverse. Rien de bien n'y sera fait tant qu'on persistera à ignorer la famille à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir. » (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. le ministre de la culture et de la communication. Je retiens de l'interruption de M. Ralite que, dorénavant, aucune manifestation culturelle organisée dans le département de la Seine-Saint-Denis, par exemple, n'aura lieu sans la présence d'élus de la majorité.

Le budget du ministère de la culture et de la communication comporte un certain nombre de choix qui ont été inspirés avant tout par le souci de préparer l'avenir et par celui d'apporter un soutien aux collectivités locales.

En effet, l'augmentation globale du budget de la culture est de 11,95 p. 100, ce qui représente pour 1980 un budget de 2 654 millions de francs. Sur cette somme, les dépenses ordinaires augmentent de 12,56 p. 100 et les crédits de paiement seulement de 10,30 p. 100. L'Assemblée est trop habituée à ces questions budgétaires pour ne pas comprendre que seule la modicité des crédits de paiement explique un taux relativement modéré d'augmentation globale et que cette modicité vient du fait que la loi de programme sur les musées n'a pas encore fait sentir pleinement ses effets. Les autorisations de programme augmentent de 36,6 p. 100 et même de 49,5 p. 100 si l'on en déduit les 60 millions de francs prévus l'an dernier pour l'achat de la gare d'Orsay et qui n'ont pas à être reconduits cette année. C'est dire les bons budgets en crédits de paiement que je me prépare pour l'avenir ou que je prépare à mes successeurs.

La vision qui consiste à retenir pour mon ministère un pourcentage global et à le comparer au pourcentage global d'augmentation des dépenses de l'Etat est tout à fait erronée.

Je veux insister sur un autre point concernant les choix principaux.

M. Tissandier a soulevé le problème des collectivités locales ; nous y reviendrons. Mais je tiens à souligner dès maintenant que mon budget est essentiellement un budget de coopération avec les collectivités locales. On ne sait pas assez — le chiffre n'a pas encore été cité car cette pratique n'existait pas dans le passé — que 25 p. 100 du budget de fonctionnement et 40 p. 100 du budget d'équipement du ministère de la culture sont directement transférés aux collectivités locales, soit respectivement 500 millions en fonctionnement et 236 millions de francs en équipement.

Il y a peu de budgets de l'Etat dans lesquels la part de transferts directs aux collectivités locales soit aussi importante. Cela ne signifie pas que le problème des collectivités locales, dont M. Fuchs m'a récemment entretenu au nom de l'organisation qu'il préside, en soit pour autant résolu. Mais cela signifie que mon budget est essentiellement orienté vers la coopération avec les collectivités locales et vers le transfert de crédits en direction de celles-ci.

Telles sont les deux bases sur lesquelles est établi ce budget.

Je dirai enfin un mot des orientations. Il y a d'abord une orientation sur le patrimoine, qui se traduit par le choix des mesures nécessaires pour que soit exécuté pendant l'année 1980 à 105 p. 100 le programme d'action prioritaire sur les monuments historiques, pour que s'ouvre de manière convenable l'application de la loi de programme sur les musées, et pour qu'un

certain nombre d'actions nouvelles dans le domaine des métiers d'art, de l'ethnologie, des fouilles ou des archives puissent être réalisées. Cette orientation sur le patrimoine sera complétée par le crédit particulier de 30 millions de francs qui, en liaison avec les collectivités locales et les associations, sera mis en place à l'occasion de l'année du patrimoine à travers les comités régionaux — dont je vois ici l'un des présidents, M. Michel Péricard, qui préside le comité régional d'Ile-de-France — pour des actions concrètes de sensibilisation du public et de mise en valeur du patrimoine.

Le deuxième axe de mon budget est l'enseignement de la musique et de la danse. Je n'ai pas entendu prononcer par M. Fillioud ce chiffre qui constitue pourtant un élément central de ce budget : 56 p. 100 d'augmentation des crédits destinés à l'enseignement de la musique et de la danse. C'est un effort sans précédent, un effort annoncé comme étant celui de la première année d'un plan de cinq ans, qui s'attaque donc au fond du problème, et un effort entièrement orienté vers les collectivités locales, puisque ces 56 p. 100 d'augmentation leur sont attribués en totalité sous forme de subventions. C'est dire à quel point la présentation qui a été faite du budget s'écarte de la réalité.

En ce qui concerne la politique de développement culturel, je reviendrai sur ce qui doit être fait. Mais j'indique brièvement que, ni en ce qui concerne l'aide à l'action culturelle décentralisée ni en ce qui concerne le cinéma, le budget ne présente les caractéristiques négatives qui en ont été données.

A ce sujet, on relance, à chaque discussion budgétaire, des querelles tout à fait fausses. La fameuse querelle sur le pourcentage du budget de la culture par rapport au budget total de l'Etat tient simplement aux méthodes. Ainsi, par exemple, la moitié des dépenses culturelles consenties par l'Etat sont confiées au ministre de la culture. Mais je peux donner des chiffres différents à l'Assemblée et à l'opinion publique en présentant de bons arguments ; il suffit de s'entendre sur les définitions.

Il est exact que le budget de la culture représente 0,60 p. 100 environ du budget de l'Etat. Mais les crédits affectés par d'autres ministères au domaine de la culture, par exemple, par le ministère de l'éducation au C. N. R. S. pour l'ethnologie ou les fouilles, représentent 1,40 p. 100 du budget de l'Etat. Si l'on tient compte en outre du budget du ministère de la culture et de la communication, qui a accepté la tutelle sur les télévisions, telle que M. Ralite me reproche — prenons-en le bénéfice — le budget que je vous soumetts représente plus de 2 p. 100 du budget de l'Etat.

C'est dire à quel point je souhaiterais que la discussion porte sur le contenu du budget et les choix au lieu de s'égarer dans des procès d'intention qui n'ont aucun sens.

Avant de conclure, je voudrais aussi en finir avec un autre procès : celui de l'héritage d'André Malraux.

Le rapport de M. Fillioud, écrit comme oral, s'ouvre sur un éloge vibrant d'André Malraux. Le parti communiste, le journal *L'Humanité*, ne peuvent parler de la culture sans évoquer l'héritage prétendument bradé d'André Malraux.

J'ai consulté les débats datant de l'époque où André Malraux était ministre des affaires culturelles : jamais le parti communiste ni le parti socialiste n'ont voté un seul de ses budgets. Ils l'ont combattu avec une violence parfois dramatique.

Le parti communiste, en 1959, déléguait au Sénat un de ses orateurs pour dépeindre Malraux comme un renégat frappé de stérilité, d'impuissance littéraire depuis qu'il avait quitté ses anciens amis : « Depuis qu'il a cessé d'être porté par cette vague de vic, depuis plus de dix ans, il n'a pu écrire un seul roman. La tragédie de cet homme dépasse sa personne. » Qui tenait ces propos ? M. Roger Garaudy. (*Rires sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Et que déclarait M. Pierre Juquin en 1967 ? « Au vrai, la France n'a pas de ministre de la culture. Le bilan de vos efforts depuis neuf ans montre les plus graves carences. »

Faut-il citer M. Fernand Grenier ? « Vous êtes le liquidateur du cinéma français. »

Et M. Duffaut — car le parti socialiste, lui aussi, a combattu André Malraux ? « Vous n'avez pas de politique culturelle. »

Que l'on cesse donc de prétendre qu'il y aurait eu une politique d'André Malraux, soutenue par tous les « hommes de progrès », par la gauche, à laquelle on aurait renoncé !

Mieux encore, vous avez repris contre André Malraux toutes les critiques formulées aujourd'hui à l'encontre de la politique du Gouvernement. En réalité, cela me donne confiance en me faisant penser que je suis dans la droite ligne.

Critiquant le mécénat, M. Juquin, en 1967, polémique avec André Malraux et déclarait : « Vous allez vous reposer sur l'argent, sur le capitalisme. Vous osez écrire : je me préoccupe de provoquer en France un véritable mécénat culturel. » Et M. Juquin se livrait ensuite à une longue comparaison entre Pechiney et Laurent de Médicis, entre M. Pompidou et le grand duc de Weimar. Reportez-vous au *Journal officiel* du 9 novembre 1967. (*Rires sur les mêmes bancs.*)

En ce qui concerne la querelle de la décentralisation, une nuance doit être introduite.

En effet, parlant de « décentralisation dépassée », j'entendais bien que la décentralisation « missionnaire » était une vision périmée. Il serait absurde de prétendre que je soutenais que la vie culturelle ne devait plus être aidée et encouragée dans les régions françaises.

M. Lamousse, rapporteur appartenant au groupe socialiste du Sénat, avait déjà manifesté, en 1959, en s'adressant à André Malraux, les mêmes inquiétudes que moi : « Méfiez-vous, monsieur le ministre, pour beaucoup de responsables nationaux, décentraliser signifie très exactement et pas autre chose qu'apporter aux provinciaux l'onction des saintes huiles de Paris. » Et il relatait une anecdote merveilleuse, celle d'un courtisan de Louis XIV découvrant les bords de la Loire et s'écriant avec étonnement : « Quelle belle rivière pour une rivière de province ! » (*Sourires.*)

Ce sentiment, que vous partagez certainement comme moi, les élus de province, dont je suis, le ressentent trop souvent.

La décentralisation missionnaire insolente, qui ne veut pas connaître les vérités de notre culture, est dépassée.

André Malraux tenait de tranquilliser le parlementaire socialiste dans une improvisation superbe : « Qu'on me permette de rappeler que, lorsqu'au Japon on parle de Vézelay ou de Moissac, c'est à travers des textes dont je suis l'auteur et que l'on a traduits en japonais. » En réalité, Malraux avait parfaitement compris que la décentralisation missionnaire était dangereuse.

L'un des animateurs de la décentralisation, l'un de ceux qui actuellement mènent campagne contre moi, écrit dans son bulletin : « La politique du ministre de la culture est dangereuse parce que tous les créateurs savent que seule une administration centralisée, non asservie à l'électorat, peut réellement mener une politique culturelle. »

M. Jean-Pierre Delalande. Cela en dit long !

M. le ministre de la culture et de la communication. Vous avez raison, monsieur Delalande.

Dans un régime démocratique, on n'a pas le droit de prôner une conception autocratique, totalitaire, autoritaire de la décentralisation. La politique que je conduis est à l'échelle humaine.

Qu'on en finisse donc avec l'héritage d'André Malraux, lequel appartient à ceux qui l'ont compris et qui ont soutenu son action. Je m'honore, jeune député, pour mon premier mandat, d'avoir voté en 1968 pour le budget d'André Malraux, quand l'opposition votait contre. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Péricard, premier orateur inscrit.

M. Michel Péricard. Monsieur le ministre, notre prétention est grande — vous avez eu raison de le rappeler — d'imaginer que nous examinons aujourd'hui tous les crédits de la culture en France. En vérité, nous discutons de l'effort et de la part de votre ministère et de l'Etat dans l'activité culturelle du pays.

Naturellement, M. Fillioud a eu beau jeu de comparer les crédits, forcément insuffisants, aux besoins illimités des hommes de notre temps dans ce domaine. Le rapporteur pour avis, il est vrai, a rendu un hommage mérité à l'action de votre prédécesseur, André Malraux. Mais il ne s'agit pas d'une conversion tardive à laquelle nous, gaullistes, serions, plus que d'autres, sensibles, mais du simple souci de vous être désagréable, comme si vous pouviez vous formaliser d'être comparé à André Malraux. J'y vois aussi pour vous une consolation, monsieur le ministre : quand, par malheur, vous serez mort, des orateurs communistes ou socialistes viendront sans doute à cette tribune déclarer que, depuis votre ministère, il n'y a pas eu de politique culturelle en France.

M. Jean-Pierre Delalande. Très bien !

M. Michel Péricard. En politique, disait André Siegfried, il faut beaucoup de culture pour se contenter d'explications simples. Ce sont donc des explications simples que vous demandez le groupe du rassemblement pour la République, sachant que je n'aborderai que quelques questions, parmi les plus importantes ; mais il n'en est pas — et l'on me pardonnera de n'en pas parler — qui soient sans intérêt dans le vaste panorama que présente le budget du ministère de la culture.

Je voudrais d'abord — et l'on comprendra pourquoi — saluer l'année du patrimoine qui, au long de 1980, permettra aux Français de se sensibiliser davantage à l'héritage de leur passé. Le crédit de 30 millions de francs que vaut cet événement à la nouvelle direction du patrimoine me paraît de bon augure et de nature à permettre le lancement ou l'accélération de quelques opérations d'envergure à l'initiative des comités régionaux.

Ce crédit est exceptionnel, il est vrai. Et après, que se passera-t-il, demande notre rapporteur ? Je souhaiterais, naturellement, qu'il fût maintenu après l'année du patrimoine, et même augmenté, mais pourquoi tout simplement ne pas saluer sa présence dans votre budget pour 1980 puisque nous discutons de lui aujourd'hui.

Le pire n'est pas toujours sûr, a dit Paul Claudel. Eh bien ! espérons que ce crédit ne sera plus exceptionnel en 1981.

Vous ne manquerez sûrement pas d'idées pour l'utiliser. Puis-je cependant vous faire deux suggestions concernant deux monuments, parmi les plus importants de notre patrimoine architectural, qui réclament, et même implorent, votre aide.

L'Arc de Triomphe et la Sainte-Chapelle exigent aujourd'hui, après le ravalement extérieur qu'avait ordonné André Malraux, un ravalement intérieur, j'allais dire un nettoyage, tant est grande la saleté, la dégradation de ces deux hauts lieux de notre histoire. Quelle honte de savoir que tant de touristes français et étrangers doivent supporter ce triste spectacle ! Pourriez-vous nous rassurer sur ce point, monsieur le ministre ?

Puisque j'ai cité deux grands monuments de l'histoire de France, me permettez-vous de vous parler de ces témoignages plus modestes, mais ô combien ! chers à nos yeux et à nos cœurs, que représentent les églises rurales. Ces églises sont en danger. Les collectivités locales, qui ne savent que faire de ces encombrantes propriétés que leur a léguées M. Combes, qui ne disposent pas des moyens financiers pour les entretenir, sont trop souvent conduites à les démolir. C'est pourquoi j'ai proposé que le code de l'urbanisme soit modifié et qu'il impose la délivrance par vos services d'une autorisation de démolir les édifices municipaux datant de plus d'un siècle.

Vous avez annoncé, à la commission, un effort important en faveur de la politique musicale en milieu rural. Les chiffres traduisent cet effort. Les églises rurales ne peuvent-elles pas, à leur manière, contribuer au renouveau musical en milieu rural ?

Je parlais il y a un instant de la nouvelle direction du patrimoine qui se semble avoir bien entamé son importante action. Je sais bien que, contrairement à des opinions souvent émises à cette tribune, l'action et son efficacité ne sont pas nécessairement en rapport avec l'augmentation des dépenses de fonctionnement ou du nombre des emplois. Mais quand même, cette heureuse création aurait pu bénéficier de tout petits moyens supplémentaires et, par le jeu des transformations d'emploi, pour avoir un directeur, ne pas perdre un gardien de musée.

Puisque j'en suis à parler des moyens, je vous dirai que le groupe du rassemblement pour la République fait siem l'observation du rapporteur spécial, M. Tissandier, en ce qui concerne les personnels des monuments historiques et des musées. Non seulement ces personnels ont droit à des rémunérations et à des carrières convenables, mais il faut réfléchir à leur fonction, qu'il convient de revaloriser. Ils doivent être de véritables agents de la politique culturelle française.

M. Maurice Tissandier, rapporteur spécial. Très bien !

M. Michel Péricard. S'agissant des musées, il faut saluer la réalisation conforme au plan du musée d'Orsay. Mais j'aimerais savoir comment la subvention accordée aux musées classés et contrôlés est répartie.

Certains musées, m'a-t-on dit, n'ont jamais rien reçu de votre ministère. Je ne peux croire que la direction des musées aurait, comme le prétendent certains, ses préférences.

Je suis surpris, monsieur le ministre, de la discrétion qui entoure — vous avez décidément la manie du secret — (*Sourires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française*) une des grandes décisions prises

par un récent conseil restreint. Cette décision, réclamée par les créateurs depuis longtemps, figure d'ailleurs au nombre des propositions formulées par la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques présidée par M. Tricot : la généralisation du 1 p. 100 à l'ensemble des bâtiments d'Etat.

Hier, je recevais un créateur qui me demandait de réclamer cette généralisation dans le budget. A sa grande surprise, il m'a entendu lui répondre que c'était chose faite. Jusqu'à présent le 1 p. 100 était réservé aux constructions scolaires. Il a contribué avec bonheur, malgré des erreurs inévitables mais après tout acceptables, à l'embellissement des locaux et les créateurs artistiques en tous genres ont apprécié la commande non négligeable qu'ils représentaient.

Son extension à tous les bâtiments d'Etat est une initiative particulièrement heureuse. Peintres, sculpteurs, graveurs, céramistes, tapissiers — et j'en passe — peuvent parfaitement faire figurer leurs œuvres dans tous les bâtiments publics. Je connais, non loin de chez moi, un commissariat de police où l'on se rend par plaisir car y sont exposées des œuvres d'un grand peintre français contemporain.

Où en est le projet de loi tant attendu sur l'enseignement de la danse ? Sans entrer dans les détails, une réponse précise sur ce sujet nous obligerait.

Nous discutons aujourd'hui de votre budget. Pourtant, je souhaiterais quelques instants oublier que vous êtes assis au banc du Gouvernement et imaginer que s'y trouve votre collègue de l'éducation. Quel est le sens, en effet, d'une politique culturelle qui ne débute pas par l'initiation à la musique et à toutes les formes d'art dès l'école élémentaire, et même dès l'école maternelle, et qui ne se poursuit pas dans les cycles secondaires ? Nos écoles spécialisées sont certes très importantes, mais l'école de tous les Français l'est plus encore. L'abandon de l'enseignement de ces disciplines doit être condamné. Nous en connaissons trop d'exemples.

Il faut approfondir la formation des maîtres dans les écoles normales et organiser leur recyclage. Ne dites pas que cela ne relève pas de votre responsabilité. Je le sais bien quand je regarde les fascicules budgétaires, mais je l'ignore quand je pense à nos enfants. Si le bonheur est un fait d'harmonie, comme l'écrivait Le Corbusier, comment s'épanouiront nos enfants dans le vide culturel qui est trop souvent celui de l'école ?

Je suis conscient de n'avoir pas abordé tous les sujets sur lesquels j'aurais aimé vous interroger, mais je ne puis m'empêcher, vous le comprendrez, sans impiété sur le débat suivant, d'évoquer rapidement les instruments de culture et de diffusion de la culture que sont la radio et la télévision.

A propos de la chanson française, je ne partage pas les observations soulevées précédemment. Je suis toujours inquiet quand j'entends demander à un ministre de décider, par des textes ou des cahiers des charges, du nombre des chansons de telle nature qui doivent passer sur telle chaîne de radio. Je ne vous imagine pas en policier culturel.

M. le ministre de la culture et de la communication. Je vous en remercie !

M. Michel Péricard. Il vous appartient de faire respecter la déontologie et d'assurer l'égalité des chances. Mais les chansons françaises qui doivent avoir du succès, en auront sans qu'il soit nécessaire de les imposer aux auditeurs et nous obliger à entendre des chansons ratées sous prétexte qu'elles sont françaises.

De même, pourquoi ne pas le dire à cette tribune, je ne suis pas scandalisé d'entendre en France les chansons étrangères qui le méritent. C'est le talent qui compte et non la nationalité de l'auteur.

M. Dominique Taddei. Lamentable !

M. Michel Péricard. Méfions-nous de décider à la place des autres de ce qu'ils ont le droit d'entendre et d'aimer. Je serais curieux de connaître les programmes de télévision et les émissions de radio que suivent ceux qui prétendent nous donner des leçons en ce domaine.

M. le ministre de la culture et de la communication. Très bien !

M. Michel Péricard. Mais beaucoup d'hommes intelligents et libéraux ne résistent pas à la tentation du terrorisme esthétique et culturel, curieusement dans les partis de gauche. Ils n'acceptent pas le goût des autres et veulent imposer le leur. A cet égard, les déclarations de M. Lang dans la presse d'hier sont

particulièrement révélatrices et significatives. Je relève, dans cette attitude, une part de mépris pour ceux qui n'ont pas atteint à la connaissance comme eux et qu'on veut ainsi rejeter dans les ténèbres du non-culturel.

De même, à la télévision, il n'y a pas les émissions culturelles, et les autres. Toutes les émissions sont, chacune à leur façon, un enrichissement pour les spectateurs et, malgré les erreurs, les ratages, les insuffisances de toute œuvre humaine, elles sont dignes de notre pays et de sa télévision.

Nous entendons chaque année répéter — c'est devenu une mode — que la télévision est un peu moins bonne que l'année précédente, qu'elle baisse, que sa qualité diminue. Jusqu'où descendra-t-elle ? Je n'ose l'imaginer ! En vérité, la création audiovisuelle française, insuffisante sans doute en quantité, est particulièrement remarquable en qualité.

Mais il faut la protéger, monsieur le ministre. Cassettes et vidéo-cassettes la menacent. Envisagez-vous une mesure, une taxe, qui éviterait à nos créateurs les désagréments que connaît actuellement les créateurs américains ?

J'en ai terminé avec ce rapide survol de votre budget et j'en arrive à la question finale : s'agit-il d'un bon ou d'un mauvais budget ?

Certes, votre budget n'est pas parfait, il n'est pas celui dont nous rêvons et dont vous aussi, j'imagine, vous rêvez. Mais ce n'est pas un mauvais budget. Pourquoi ne le dirions-nous pas ?

Nombre d'observations qui vous avaient été adressées l'année dernière du haut de cette tribune ont été suivies d'effet. Et nous tenons aujourd'hui à vous faire part de notre satisfaction. Oserions-nous cependant affirmer qu'il n'y a plus d'efforts à faire en matière de culture, que cette tâche — la plus exaltante qui soit parmi toutes celles qui peuvent s'offrir aux hommes publics — est achevée ? La culture est une quête incessante et, évidemment, votre budget ne saurait être suffisant, mais c'est cependant un bon budget et nous le voterons tout à l'heure, sans hésiter, lorsque vous aurez répondu à nos questions.

M. Lalite et M. Fillioud ont prétendu que les votes que nous avions émis en commission n'étaient pas ceux que nous aurions souhaité émettre et que nous avions été empêchés de nous exprimer.

M. Georges Fillioud, rapporteur pour avis. Vous n'y étiez pas !

M. Michel Péricard. Je les rassure. Je sais qu'ils aiment bien sonder les consciences et les cœurs des autres. Qu'ils le fassent sur leurs amis ! Nous savons ce que nous avons à faire et c'est sans ambiguïté que nous émettrons tout à l'heure le vote que nous voulons émettre. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. Hermier.

M. Guy Hermier. Monsieur le ministre, ces derniers temps, nous avons assisté à une véritable inflation de discours gouvernementaux ou présidentiels sur la culture, sa place, son rôle dans la société contemporaine et dans celle de demain.

Nous, communistes, pour qui le développement culturel est une dimension essentielle de tout progrès humain, nous ne pourrions que nous en réjouir si cette insistance à parler de la culture n'était chaque jour démentie par votre politique.

Ainsi, dans sa récente interview à *Paris-Match*, le Président de la République n'hésite pas à affirmer la nécessité de « promouvoir intensément le développement culturel ». Mais aujourd'hui, vous nous présentez un projet de budget pour la culture qui est le plus mauvais depuis 1974. C'est assez dire avec quelle démagogie, quel mépris vous traitez tant d'artistes, de créateurs, d'animateurs, qui s'interrogent avec angoisse sur le devenir de leurs activités et de leur création.

Monsieur le ministre, votre budget n'est pas un budget de développement culturel mais d'austérité pour la culture. Il n'augmente que de 11,9 p. 100, c'est-à-dire moins que l'inflation. Pour la première fois depuis plusieurs années, cette augmentation est inférieure à celle du budget de l'Etat. Et vous avez réussi le prodige de faire baisser encore la part, pourtant infime, qu'il occupe dans le budget de la nation, puisqu'il n'en représentera plus que 0,50 p. 100 en 1980, contre 0,57 p. 100 en 1979 et 0,55 p. 100 en 1978.

Cette indigence de vos moyens, la volonté politique qu'elle traduit d'organiser la stagnation et même la régression de la vie culturelle française sont si évidentes que vous vous êtes

senti obligé de vous adresser à chaque député, trois jours avant ce débat, pour tenter de justifier ce que vous appelez un « budget d'effort et de rigueur ».

Mais vous aurez beau faire, vous ne parviendrez pas à estomper le fait que vous êtes le ministre de la misère publique dans le domaine de la culture et qu'il en est ainsi parce que vous poursuivez une politique délibérée visant à soumettre les activités culturelles de notre pays aux exigences de profit des industries culturelles et aux impératifs idéologiques de la grande bourgeoisie au pouvoir.

L'an passé, lors du débat sur les crédits de votre ministère, vous aviez vivement critiqué cette analyse en prétendant que nous exagérons. Eh bien, il n'a pas fallu un an pour que vous apportiez vous-même la confirmation de nos dires.

Ces derniers mois, vous vous êtes livré à une véritable apologie du rôle de l'argent privé dans le domaine de la culture. Ainsi, dans une récente interview à un hebdomadaire littéraire, sous le titre : « L'argent privé ne salit pas la culture », ce qui est tout un programme, vous affirmez sans détour qu'« il serait absurde, dans un pays capitaliste, de ne pas fonder la diffusion de la culture sur des mécanismes capitalistes ». Et vous ajoutez : « Je ne suis pas hostile à un élargissement de l'influence du privé dans les industries culturelles, mais à condition que l'influence du rôle correctif de l'Etat s'accroisse parallèlement ».

Or, précisément, monsieur le ministre, votre projet de budget prévoit non un accroissement, mais une réduction du rôle de l'Etat en matière de culture. En vérité, vous laissez le champ libre aux industries culturelles, comme on le constate à Lyon — ville dont M. Barre est l'Élu — où un musée d'art moderne privé est en projet et où le festival de jazz de juillet a été confié à une grande maison de disques ouest-allemande. Après l'édition, la diffusion de la musique et le cinéma, qui sont déjà des industries, vous tentez d'annexer aux grands intérêts privés des activités qui relevaient jusqu'à présent de la compétence de l'Etat et des collectivités locales.

En un mot, votre politique consiste à redéployer toute l'activité culturelle en fonction des objectifs idéologiques et de profit des grandes affaires et à mettre ainsi en cause la responsabilité publique et nationale en matière de culture.

Tel est le sens profond des attaques contre la décentralisation culturelle, dont vous avez dit, à plusieurs reprises, qu'elle était « dépassée ».

Ces attaques ne sont pas le fait du hasard. Elles ne tiennent pas aux limites que rencontre ce type d'action culturelle, limites dont les causes doivent être d'abord recherchées dans les freins que votre système impose au développement culturel de la nation, qu'il s'agisse de l'exploitation des travailleurs, de la ségrégation sociale à l'école, de la pénurie des budgets culturels de l'Etat, de l'asphyxie financière des collectivités locales ou du manque de vie démocratique pour les associations et les individus. Votre mise en cause de la décentralisation culturelle tient à ce qu'elle est née et s'est développée dans la mouvance des avancées démocratiques, qu'elle exprime la diversité des besoins culturels régionaux et nationaux et qu'elle est ainsi un obstacle à votre politique.

A ce propos, je veux dire un mot de ce que vous avez affirmé tout à l'heure concernant André Malraux. Eh bien ! monsieur le ministre, je suis désolé de vous déromper : nous avons combattu la politique culturelle d'André Malraux et nous l'avons fait clairement, au grand jour, y compris dans cette assemblée, sans pour autant méconnaître que cette politique — notamment en ce qui concerne les maisons de la culture ou la décentralisation — pouvaient présenter certains aspects positifs, s'inscrivant précisément dans le prolongement des luttes de la Résistance et de la Libération.

Ces éléments positifs, vous les bradez. Vous ne retenez que l'aspect négatif contre la culture.

Devant l'ampleur des protestations qu'ont suscitées vos déclarations, vous prétendez, monsieur le ministre, avoir été mal compris. Mais votre projet de budget confirme bien que l'immense majorité des équipements et des institutions qui, sur l'ensemble du territoire, constituent la décentralisation culturelle, connaissent des difficultés accrues.

Vous prétendez encore que ce n'est pas la mort de la décentralisation que vous voulez, mais, au contraire, sa naissance, qu'il s'agirait d'encourager les talents, les créateurs, les équipes d'animateurs, à partir des lieux où ils interviennent. C'est un premier recul, mais cela supposerait que vous accordiez des droits et des moyens nouveaux aux collectivités locales, aux régions, comme le préconise notre parti. Or votre Gouvernement n'en veut pas ; pire, il aggrave plus que jamais la situation financière des communes.

On ne peut, à cet égard, partager l'opinion de François Mitterrand qui, parlant hier de la culture, affirmait, comme vous monsieur le ministre, que les collectivités locales devraient reprendre le rôle que l'Etat ne peut assumer.

En réalité c'est un désengagement progressif de l'Etat, dans un secteur décisif de la vie culturelle, que vous préparez, tout en recherchant systématiquement le relais du privé.

Cela vous conduit, monsieur le ministre, à tenter d'écartier les créateurs de toute responsabilité sociale, de toute responsabilité publique. C'est un fait qu'il devient de plus en plus difficile d'être un artiste, un créateur et d'avoir la responsabilité d'un établissement culturel. Pour justifier cette orientation, vous avancez que les créateurs seraient des hommes de désirs et non de besoins. Vous ajoutez sans rire, dans la même interview, qu'« il ne faudrait pas que l'argent, qui empoisonne beaucoup trop de choses dans la société dans laquelle nous vivons, empoisonne la capacité des créateurs à mettre leurs désirs en avant ».

La vérité est tout autre. La plupart des créateurs redoutent, à juste titre, de voir leur travail jugé à l'aune de la rentabilité capitaliste. Ils sont profondément attachés à l'expérience qu'ils ont fait naître, au type de dialogue, de confrontation avec le public, qu'ils ont maintenu malgré toutes les difficultés. Ils sont un peu le fer de lance de cette décentralisation culturelle, qui ne se plie pas facilement aux pressions, d'où qu'elles viennent. Lui porter des coups, c'est donc en écartier, par tous les moyens, les créateurs. C'est ce que vous voulez faire. C'est ce que vous faites. A voir ainsi les grandes entreprises de création de notre pays échapper les unes après les autres aux créateurs — la dernière en date étant le festival d'Avignon — je ne peux manquer d'évoquer ce que Jean Vilar disait en juillet 1970 : « C'est un artiste qui doit diriger les grandes entreprises de création. En principe, il vaut mieux faire diriger une banque par un banquier, une usine par un usinier, les chemins de fer par un cheminot, un navire par un marin. Est-ce un point de vue déraisonnable ? Fussent-ils ignares ou incapables, les artistes, bien secondés, donnent la vie à un théâtre. »

La « vie », c'est-à-dire la création. Quel drame ce serait pour la France et sa culture si vous parveniez non seulement à étouffer les centres les plus dynamiques de la vie culturelle française, mais aussi à déraciner les créateurs, à les contraindre à une sorte d'exil intérieur, qui les rendrait plus fragiles, vulnérables aux diktats des intérêts privés, à les transformer en une sorte d'intérimaires de l'entreprise culturelle.

Enfin, monsieur le ministre, je veux souligner que votre politique d'abandon de la responsabilité publique nationale, de mise en cause de la décentralisation culturelle et de la création a aussi un objectif idéologique.

Le Président de la République l'a clairement indiqué, en affirmant, dans l'interview que j'ai déjà citée, que, face à ce qu'il appelle les malheurs du monde et la faillite des idéologies, la culture devait devenir le « fondement d'une nouvelle croyance collective ». Autrement dit, à l'Elysée, à Matignon, rue de Valois, on est incapable de proposer une espérance à notre peuple. Vous rêvez d'une culture mutilée, soumise à vos exigences idéologiques, d'une culture qui engendre le doute, nourrisse l'acceptation de la crise et la résignation, en un mot, d'une culture au service du consensus.

A cet égard, votre appel au mécénat industriel, c'est aussi ouvrir la France aux sous-modèles culturels américains ou ouest-allemands, qui envahissent déjà nos écrans, avec les conséquences que l'on sait sur notre langue nationale, sur le comportement de la jeunesse et sur les valeurs humanistes pour lesquelles nous ne cesserons de lutter.

Monsieur le ministre, il ne vous suffisait pas d'avoir abdiqué les exigences de l'art devant l'industrie cinématographique. Il ne vous suffisait pas d'avoir rabaissé le niveau culturel de la télévision française — n'en déplaise à M. Péricard — en mettant en péril la Société française de production. C'est désormais toute l'activité culturelle que vous voulez soumettre.

Nous, communistes, nous ne l'acceptons pas. Nous refusons votre projet de budget, parce que nous condamnons votre politique d'austérité pour la culture, une politique qui a d'aussi graves conséquences pour la création et l'invention, pour le devenir culturel du pays et, par conséquent, son rayonnement dans le monde.

Nous luttons pour un vrai budget culturel, pour une véritable responsabilité publique nationale, afin de préserver la diversité culturelle de notre pays et de garantir la confrontation des expériences. A cet égard, nous ne pouvons accepter que se perpétue la situation actuelle du Théâtre national de Chaillot. Vous venez de confier une mission d'exploration à M. Antoine

Vitez. Bien ! Mais quel sera l'héritage si vous refusez à ce théâtre les moyens financiers de mener une authentique politique de création ?

Nous ne voulons pas que le profit règne en maître sur la culture, sur l'art et sur les artistes. Nous savons par expérience que la tendance à l'uniformité, à la grisaille idéologique, au digest généralisé, qui est la logique profonde du profit des industries culturelles et du mécénat, ferait vendre peut-être plus de produits, comme on dit, mais aggraverait encore la ségrégation sociale face à la culture.

Au contraire, une grande politique culturelle devrait avoir les moyens d'entretenir une concurrence sérieuse avec l'immense secteur privé, sur la base de la qualité, de l'effort d'invention, d'une invitation permanente à la découverte par les publics des sensibilités nouvelles.

Oui, nous voulons contribuer à inventer une autre politique culturelle, qui prolonge et développe les acquis du mouvement démocratique et populaire, de générations de créateurs, d'animateurs, d'hommes et de femmes de culture.

C'est pourquoi nous soutenons toutes les luttes qui visent à mettre en échec votre politique, à sauvegarder une responsabilité culturelle, publique et nationale, indispensable au devenir de la culture.

Pour préparer cette discussion budgétaire, nous sommes allés voir les créateurs, les animateurs, les professionnels de la culture, les artistes, dans plus de dix villes de France, au cours d'un véritable tour de France de la culture.

M. Jack Ralite indiquera tout à l'heure les enseignements que nous en tirons. Ces rencontres nous ont permis de mesurer la richesse, l'immense volonté de toutes ces femmes et de tous ces hommes qui font, en complicité profonde avec notre peuple, la vie culturelle de nos régions, le gâchis auquel conduit votre politique et aussi ce qui change dans les rapports de notre peuple avec la culture. Il ne s'agit pas seulement des réactions des professionnels, des hommes de l'art. Je veux parler aussi du tissu démocratique, des associations, des comités d'entreprise, qui font infiniment plus que l'Etat pour exercer au plaisir de la culture et de la connaissance le monde du travail. Quelque chose qui ressemble à un refus profond des modes culturelles que distillent tour à tour la presse, les émissions de radio, la télévision. Cette réaction est saine, elle témoigne que ce peuple a des racines régionales, nationales profondes et qu'on ne peut longtemps le prendre pour un autre.

Monsieur le ministre, les luttes qui se sont développées ont permis d'obtenir des succès importants. C'est le cas, par exemple, de la maison de la culture de Seine-Saint-Denis et c'est le cas surtout de l'enseignement de la musique.

Vous avez d'ailleurs dû reconnaître publiquement, dans l'interview que je citais tout à l'heure, que c'est bien sous la pression des luttes — n'en déplaise à M. Jack Lang qui y voit le fait du prince... ou de sa sœur — que vous avez dû augmenter, comme vous le reconnaissiez tout à l'heure, la ligne budgétaire concernant la musique.

Tout récemment encore, l'assemblée générale de l'A. T. A. C. — l'association technique pour l'action culturelle — vient de repousser vos projets de démantèlement de cette association. Ils vous ont répondu « non », et il vous faudra bien tenir compte de cette résistance profonde qu'expriment leurs premières réactions.

A ce sujet, monsieur le ministre, puisque vous avez dit que vous répondriez à toutes les questions, je veux vous en poser une.

Parmi les éléments d'actualité que posent les problèmes d'action culturelle, nous avons retenu avec intérêt votre annonce concernant la création, sur l'emplacement des anciens abattoirs de la Villette, d'un musée des arts et techniques, accompagné d'un auditorium de musique.

Cependant, la lecture des divers chapitres budgétaires concernant votre ministère ou d'autres ministères intéressés ne nous permet pas de savoir si des crédits ont été affectés aux projets d'aménagement de la Villette, et, en cas de réponse positive, quel est le montant de ces crédits.

Pourriez-vous nous dire si vous envisagez l'attribution d'une enveloppe financière, qui permette les études et les premières mises en chantier, dès 1980, des installations prévues ?

A notre avis, c'est une somme de 80 millions à 70 millions de francs qui est absolument nécessaire pour entamer les opérations dans de bonnes conditions.

Il serait grave qu'après tant de tapage l'absence de subvention prolonge le scandale que constitue le non-aménagement des cinquante-cinq hectares de la Villette.

Plus généralement, nous, communistes, nous pensons sérieusement que le monde de la culture, qu'on entend si souvent traiter avec mépris ou cynisme, est capable de vous imposer d'autres reculs.

C'est pourquoi nous appelons les créateurs, les artistes, les animateurs, tous les professionnels de la culture, les élus des collectivités locales à engager partout une lutte obstinée contre le vaste redéploiement que vous tentez d'imprimer à la vie culturelle française.

Naturellement, le parti communiste français prendra toute sa part de cette lutte. Et nous y contribuerons pour ce que nous sommes, c'est-à-dire un parti plus que tout autre lié à la classe ouvrière, aux travailleurs de ce pays. Nous y apporterons aussi une expérience riche de l'apport constant de milliers, de dizaines de milliers d'intellectuels, de créateurs qui ont profondément marqué notre culture, comme Picasso, dont la dation exposée au Grand Palais marque cette rentrée culturelle, ou Aragon parlant, à la télévision, de sa vie, qui est aussi notre histoire. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Fuchs.

M. Jean-Paul Fuchs. Monsieur le ministre, l'orateur précédent, M. Hermier, vous a chargé de tous les maux : vous seriez le ministre de la misère, l'organisateur du gâchis, du désert culturel en France.

A force d'entendre certaines personnes, on oublie les choses les plus simples.

On oublie que la vie culturelle, en France, est en évolution; que cette évolution se traduit d'abord par celle des budgets, qu'en dix ans les communes ont multiplié leurs dépenses culturelles, en francs constants, par 2,5 et que l'Etat a multiplié son budget, en francs constants également, par 2,3.

On oublie que cela se traduit d'une manière tangible : en quinze ans, le nombre des livres produits a augmenté de 73 p. 100, celui des disques vendus de 370 p. 100, celui des visiteurs dans les musées de 150 p. 100 ; neuf Français sur dix ont la télévision contre deux sur dix il y a dix ans ; deux Français sur trois ont un électrophone.

On pourrait multiplier les chiffres, mais je me bornerai à ajouter ceux-ci : 6 000 concerts par an ; un million d'élèves dans les écoles de musique ; 50 000 spectacles de variétés ; 1 000 œuvres de musique déposées à la S. A. C. E. M. chaque année.

Ce n'est donc pas le désert culturel.

Cette évolution incontestable, indiscutable, est due à la conjonction des progrès techniques, au doublement du niveau de vie en une génération, à la scolarisation, à l'impact des techniques de communication, mais aussi aux efforts des communes et de l'Etat.

Est-ce à dire que tout est satisfaisant ? Oh, non ! Non, tous les Français n'ont pas encore réellement accès à la culture.

L'écart reste important entre les petites et les grandes communes : de un à dix pour le théâtre ; de un à deux pour le cinéma ; de un à trois pour les concerts.

L'écart reste important aussi selon le niveau socio-professionnel : de un à douze pour les concerts ; de un à quatre pour les bibliothèques.

L'écart reste important selon les départements, selon les provinces.

Et, sur un plan plus général, en dépit de nos progrès, le taux moyen de lecture est en France largement inférieur à celui qu'on observe dans d'autres pays : il est, chez nous, le tiers à peine de ce qu'il est aux Etats-Unis, en U. R. S. S. ou dans les pays nordiques, en Finlande par exemple.

En dépit de nos progrès — et Dieu sait s'ils sont importants dans le domaine de la musique ! — notre pays ne peut être comparé à la République fédérale d'Allemagne ou à la République démocratique allemande pour ce qui est du nombre de jeunes touchés par l'enseignement musical, du nombre d'orchestres, du degré d'imprégnation musicale.

Monsieur le ministre, votre budget, votre effort permettront-ils de créer des équipements nouveaux, d'inciter à des actions nouvelles, de toucher un public nouveau ? Je crois que la réponse ne peut être que nuancée.

Je formulerai maintenant un certain nombre de réflexions concernant les différents budgets concernés.

Le budget de la culture, vous l'avez d'ailleurs dit en commission, ne suscite pas l'enthousiasme par le volume des crédits. Vous le reconnaissez vous-même, la difficile conjoncture présente et le respect des grands équilibres nationaux imposent, pour 1980, leurs contraintes au budget de la culture, comme à l'ensemble du budget de l'Etat.

Vous présentez un budget d'effort et de rigueur ; vous ne disposez que de 0,55 p. 100 du budget national ; nous aurions souhaité, comme vous-même, que vos crédits fussent bien plus importants.

Mais il ne faut pas oublier que vous n'êtes pas seul concerné : l'évolution de l'impact culturel dépend aussi de l'amélioration du niveau de vie, de l'organisation du travail, du rôle de l'école. A cet égard, je tiens à souligner que les efforts de l'éducation nationale vont dans votre sens, c'est-à-dire dans celui que nous souhaitons.

Ouverture de l'école sur l'environnement, développement ou revalorisation de la sensibilité, de l'imagination, de la créativité, de l'aptitude à passer les connaissances au crible et à les ordonner, voilà des objectifs auxquels nous adhérons, même s'ils ne sont parfois qu'amorcés, car il y a là un problème de moyens, mais aussi d'état d'esprit.

J'ajoute que les crédits d'action culturelle du ministère de l'éducation ont fortement progressé. Je serai plus réservé en ce qui concerne l'action du ministère de la jeunesse et des sports : les crédits consacrés à l'éducation populaire ont diminué en francs constants.

Puis-je simplement vous demander, monsieur le ministre, d'organiser une coordination plus étroite avec les ministères intéressés aux problèmes culturels, afin que, dans certains secteurs, se dégage une politique claire et sans ambiguïté ?

Le budget que vous nous soumettez présente incontestablement des aspects positifs, que je relève après d'autres.

Vous diminuez la part des dépenses administratives. Vous augmentez celle qui est réservée à la protection et à la revalorisation du patrimoine grâce au crédit spécial de 30 millions consacré aux actions de sensibilisation durant l'année du patrimoine, grâce à l'exécution de la loi de programme sur les musées — 400 millions en 1980, soit une augmentation de 100 p. 100 par rapport à l'année précédente — et grâce à l'accroissement des crédits d'équipement pour les monuments historiques.

Vous accroissez les crédits de la Direction de la musique, et notamment vous doublez les subventions de l'Etat aux écoles et conservatoires de province : 68 millions au lieu de 33 ; et vous procédez au lancement du conservatoire de Lyon. Vous augmentez de 40 p. 100 les fonds destinés à la création audiovisuelle.

Enfin, l'abaissement de la T. V. A. sur le prix des places de cinéma, qui sera mis en œuvre au mois de novembre, représente un crédit indirect de 180 millions de francs.

Après avoir rappelé les aspects positifs de votre budget, monsieur le ministre, je souhaite vous faire part de quelques inquiétudes.

Je me bornerai à en développer trois.

Premièrement, le poids des grandes institutions de prestige n'est-il pas excessif ?

Deuxièmement, l'aide aux collectivités locales est-elle suffisante ?

Troisièmement, avez-vous clairement défini la politique en milieu rural ?

Le poids des grandes institutions de prestige n'est-il pas trop lourd et, par là même, ne rend-il pas difficile un redéploiement en profondeur ?

Le budget pour Orsay sera de l'ordre de 180 millions cette année ; celui de l'Opéra de 187 millions ; celui de Beaubourg de 182 millions.

Au total, ces trois établissements absorbent plus de 21 p. 100 de l'ensemble de vos crédits. Et je n'ai pas parlé de Versailles, du Louvre, de la Comédie française et d'autres institutions de prestige.

De la même façon qu'il est vain d'opposer Paris à la province, même si l'on considère que, cette année encore, Paris a la part trop belle, il est vain d'opposer ces grandes institutions — utiles, nécessaires, indispensables à une action culturelle en profondeur et au rayonnement de notre pays — à la création, à la diffusion, à l'action culturelle.

Il semble que votre administration, monsieur le ministre, ait du mal à exercer son contrôle sur un certain nombre de ces institutions, comme il semble que le Parlement ait du mal à porter un jugement sur leur efficacité.

Je ne citerai qu'un seul exemple, celui de Beaubourg : un budget de 182 millions de francs auxquels s'ajoutent 35 millions, inscrits à d'autres budgets, pour les frais de personnel, sans compter l'éventuel report de crédits de l'année précédente. Je signale à cet égard que, cette année, le report était de 60 millions.

Le budget de Beaubourg est donc important.

J'admire Beaubourg, son rayonnement, sa vie, son dynamisme, sa créativité, son ouverture sur la province et sur l'étranger. Beaubourg, c'est une réussite. On compte 6 millions de visiteurs. Il y a donc 36 francs de subvention pour chacun d'eux. Les trois quarts des gens qui visitent Beaubourg ont le baccalauréat ; 50 p. 100 sont des Parisiens et 18 p. 100 viennent de l'Ile-de-France ; mais, la ville de Paris ne participe en aucune façon aux frais du Centre.

Si l'on peut admettre que le conservateur du musée dispose de 30 millions de francs — presque souverainement, puisque le conseil d'orientation ne donne son avis que sur les grandes masses — on peut considérer comme une somme trop élevée les 15 millions de francs octroyés à l'I.R.C.A.M. ; 15 millions, c'est la moitié de ce que l'Etat versait en 1979 pour le million d'enfants scolarisés dans les écoles de musique. Non pas qu'il faille dépouiller l'un pour aider l'autre. Non pas que l'I.R.C.A.M. ne remplisse pas une mission importante ; mais les dépenses ne sont pas de même nature. Ce qui me gêne un peu, c'est qu'on privilégie par là une seule voie de recherche musicale. Nous souhaitons, au contraire, favoriser toutes les voies, aider tous les créateurs.

Deuxième interrogation...

M. le président. Vous ne pouvez plus formuler d'interrogation, monsieur Fuchs, car votre temps de parole est épuisé. (Sourires.)

Je vous prie donc de conclure rapidement.

M. Jean-Paul Fuchs. J'en termine, monsieur le président.

M. René de Branche. Quelle discipline !

M. Jean-Paul Fuchs. Deuxième interrogation (Sourires) : les collectivités locales ont-elles assez d'argent ? L'Etat ne participe que pour 3 p. 100 au déficit des communes en ce qui concerne les dépenses culturelles.

Troisième interrogation : avez-vous, monsieur le ministre, une politique claire en milieu rural ? Pourquoi avez-vous modifié l'esprit des chartes culturelles qui permettaient de conduire une politique d'ensemble — les milieux ruraux ne doivent pas être opposés aux milieux urbains — d'aider les richesses provinciales ? En fin de compte, la richesse de la France réside non pas dans l'uniformisation, mais dans la diversité.

Monsieur le ministre, vous nous présentez un budget de rigueur.

Vous avez réussi à lancer un certain nombre d'actions nouvelles : patrimoine, l'année dernière ; enseignement de la musique cette année. Je souhaite que l'année prochaine soit celle du livre et que vous élaboriez des lois de programme concernant et la musique et le livre que je considère comme l'instrument de démocratisation le plus important. Nous savons que vous êtes déterminé à le faire. Nous vous y aiderons. (Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Taddei.

M. Dominique Taddei. Monsieur le ministre, l'année dernière, dans les mêmes circonstances, je vous avais déclaré que le budget que vous nous présentiez ne comportait pas à proprement parler de politique culturelle.

Une année s'est écoulée, et votre projet de budget pour 1980 ne témoigne encore d'aucune ambition. Il ne comprend toujours pas de projet culturel. Toutefois, je le reconnais, quelque chose, qui ressemblerait à une politique partiellement implicite, il est vrai — sans doute parce que très largement inavouable — commence à se dessiner en filigrane.

En vérité, la politique qui paraît s'esquisser est à peu près la suivante : le conservatisme, l'alibi parisien avec, en toile de fond, une misère accrue.

Le conservatisme, monsieur le ministre, c'est votre philosophie politique, n'est-ce pas? Je ne me trompe pas? Rien d'étonnant donc si, dans le domaine culturel, la conservation du patrimoine soit la seule priorité avouée de votre politique.

En période de crise, pour la majorité conservatrice, il convient de refuser l'avenir. Alors, vous adaptez votre ministère à la mode « rétro ». L'année prochaine sera une année préélectorale. Il vous faut essayer de rassurer, alors que toute action culturelle authentique, doit, au contraire, « déranger ».

L'année 1980 sera donc celle du patrimoine et, certes, les crédits d'équipement pour les monuments historiques, comme pour les musées, augmentent dans de fortes proportions, sans compter toute une série de « saupoudrages ».

Dans le même temps, les crédits d'entretien des monuments historiques ou des bâtiments civils stagnent, et c'est grave. Il y aura, paraît-il, des « actions de sensibilisation », dont notre patrimoine pourrait fort bien se passer car, à une large majorité, l'opinion publique et les élus locaux sont convaincus de la nécessité de sauvegarder le patrimoine. Ce qui manque le plus, ce sont les moyens financiers. Vous consentez un effort d'investissement, mais l'insuffisance des crédits d'entretien ne laisse pas de nous inquiéter.

Vouloir sauvegarder le patrimoine ne serait pas en soi une marque suffisante de conservatisme, si vous entendiez en faire un usage positif. En réalité, une fois de plus, comme l'ont souligné plusieurs de mes collègues, vous n'avez aucune politique pour le personnel des musées ou des monuments historiques. Vous n'avez même aucune idée de ce que pourrait être l'animation de notre patrimoine.

Si la sauvegarde du patrimoine est le seul objectif vraiment explicite de votre politique, quel est, dans cette affaire, votre propre rôle, monsieur le ministre de la culture? M. Péricard ne vous voyait pas, si je l'ai bien compris, sous la forme d'un « policier de la culture ». En effet, moi je vous verrais plutôt sous la forme d'un gardien du cimetière de la culture! Il est clair que seule la culture morte et non la culture vivante, vous intéresse, si tant est que vous ayez bien choisi le patrimoine comme objectif à long terme — c'est le dessein que vous sembliez avoir esquissé.

S'il ne s'agit pour vous, au contraire, que de définir une politique pour une seule année, pré-électorale, je le répète, « l'année du patrimoine », nous assistons alors à un numéro d'illusionniste. Dans la mesure où plus tard — sait-on jamais? — vous auriez à élaborer d'autres budgets de la culture, il ne serait pas bon, je le crois, de vous en tenir à cette méthode: « l'année de ceci », puis « l'année de cela »!

Le développement culturel, quels que soient les choix qu'on souhaite lui assigner, suppose la continuité. La culture s'inscrit dans la durée. Elle ne saurait se satisfaire d'une politique « en coups d'accordéon », si je puis dire. Le service de la culture exige un travail de longue haleine, qu'il sera impossible de tenir si l'on change de thème d'une année sur l'autre.

L'alibi parisien relève également à l'illusionnisme. Vous invitez les milieux sociaux que vous représentez, et les étrangers qui viennent chez nous, à contempler la vitrine parisienne, à défaut de pouvoir leur montrer une politique culturelle en profondeur.

De ce point de vue, que tout soit très clair entre nous: il n'est pas question de nier le poids de notre histoire, l'évolution vers une centralisation excessive. Bien sûr, le Louvre, Versailles, la Comédie-Française, l'Opéra méritent, entre autres, l'attention d'un gouvernement, quel qu'il soit. Le centralisme excessif est un héritage: mais pourquoi ne cessez-vous d'en rajouter? Vous avez essayé de vous rattraper tout à l'heure en brochant sur le thème de la décentralisation, sans convaincre personne.

En fait, vous aggravez le centralisme. Il y a eu Beaubourg, réalisé par vos prédécesseurs, mais vous en étiez solidaires. Maintenant, c'est le musée d'Orsay; c'est Bérard à Chaillot, peut-être Vitez; c'est un centre d'information et de presse au Grand Palais; ce serait à la Villette, on ne sait trop quoi, peut-être un musée, un auditorium...

Ah! une exception, je le reconnais: le conservatoire national de musique de Lyon. Encore Lyon! Curieux. Déjà, hier, Gaston Defferre a dû protester contre une intervention du Premier ministre en faveur des crédits accordés à cette ville, respectable certes: tout de même, on en vient à se demander si M. Barre n'aurait plus d'autre horizon politique que la ville de Lyon.

M. Emmanuel Hamel. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, mon cher collègue?

M. Dominique Taddei. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Hamel, avec l'autorisation de l'orateur, mais pour une brève interruption.

M. Emmanuel Hamel. Je vous remercie de votre courtoisie, monsieur Taddei.

Je ne pense pas que Lyon, parce que M. Barre en est député, bénéficie d'un privilège. Tous les députés de Lyon, ou de la grande banlieue, qu'ils soient socialistes ou membres de la majorité, se sont réjouis de la décision prise.

Pour eux, c'est une réponse du Gouvernement à un appel lancé par près de trois mille parents. Ceux-ci constatant l'encombrement, en raison du nombre considérable des élèves, du conservatoire régional, ont trouvé naturel que celui-ci soit prolongé par un conservatoire national. En l'occurrence, je le crois, la préférence politique n'a pas influé sur une décision qui relève tout simplement du bon sens. Marseille est une très grande ville de France, par son histoire, mais Lyon aussi. Nous assistons à la renaissance d'un courant fort intéressant en faveur de la musique. Sans nul doute, Lyon méritait, comme d'autres communes, un conservatoire national de musique.

M. Dominique Taddei. Mon cher collègue, pardonnez-moi, en prononçant le nom de la ville de Lyon, de vous avoir sorti d'une certaine torpeur, car vous ne m'avez pas bien écouté. (*Murmures sur les bancs de l'union pour la démocratie française.*)

M. Maurice Tissandier, rapporteur spécial. M. Hamel ne somnole jamais!

M. Dominique Taddei. Je me réjouissais, en fait, du choix de Lyon, pour installer un conservatoire national de musique, car c'est une exception, puisque presque tous les choix bénéficient à la ville de Paris.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur Taddei, vous sembliez faire preuve tout de même de quelque aigreur et je voulais la tempérer!

M. Dominique Taddei. A une certaine époque, le Poitou-Charente attirait toute la sollicitude du ministère de la culture, peut-être à cause d'un futur gendre du Président de la République. Maintenant, la sollicitude semble plutôt se porter vers Lyon.

M. Maurice Tissandier, rapporteur spécial. C'est de la basse polémique!

M. Dominique Taddei. Monsieur le ministre, puisque vous aimez tant parler de mécénat, il faudrait mettre fin à la politique du mécénat privé financé sur des fonds publics.

Le conservatisme, c'est aussi l'alibi parisien. Comparez combien vous accordez de crédits à Paris d'un côté et à la province de l'autre pour la création lyrique, les bibliothèques et les musées. Je songe en particulier à la loi de programme.

Que vous accordiez des crédits à Paris, rien à redire, à condition que ce soit dans le cadre d'une politique qui, d'une manière générale, satisfasse les besoins de tous les Français.

Seulement, voilà, c'est sur un fond de misère accrue que s'esquisse votre politique: les crédits de la culture représentent 0,55 p. 100 du budget de l'Etat. Cette année, la proportion ne vous paraît pas très significative. Sans doute, parce qu'il y a diminution? L'année dernière, quand le pourcentage augmentait, alors là oui, vous le trouviez significatif. L'argumentation varie selon les années, vérité les années paires, erreur les années impaires!

Concrètement, quand des professionnels, ou des élus, vont vous demander des crédits, pour tel ou tel projet, vous-même, ou les fonctionnaires de votre administration centrale, qui n'en peuvent mais, vous en êtes réduits à répondre: « Votre projet est très intéressant, certes, mais que voulez-vous, nous manquons de crédits, de moyens ». Le voilà, le problème.

Il ne s'agit pas d'entamer une querelle théologique sur les chiffres: nul n'ignore plus que le budget de la culture de notre pays est depuis des années et des années dérisoire. Eh bien, vous avez réussi à le rétrécir encore plus en 1980! Cela paraissait presque impossible: vous y êtes parvenu!

Par exemple, il n'y a pas de créations d'emplois. Ne pensez-vous pas que les besoins en personnel de haute qualification, pour les associations ou les collectivités locales, sont considérables dans le domaine culturel? Alors que sévit dans les pro-

fessions culturelles le chômage que l'on sait, vous, vous trouvez le moyen de ne créer aucun emploi en 1980 dans le budget de la culture.

En ce qui concerne la lecture publique, certains de nos collègues, de la majorité notamment, se sont émus de la réduction des crédits, même en francs courants des moyens d'équipement en bibliothèques. Alors que vont devenir les bibliothèques municipales ? Comment répondre à leurs besoins ? Quand avez-vous l'intention d'achever la mise en place de l'ensemble du réseau de bibliothèques centrales de prêt ? Je suis l'élu d'un département qui n'en a pas encore : toutefois, au rythme où vous avancez, j'ai calculé que vers 1992 le Vaucluse pourrait espérer avoir une bibliothèque centrale de prêt. Si vous aviez de meilleures nouvelles à m'annoncer, vous m'en verriez ravi !

En réalité, comme nous sommes bien loin des promesses prodiguées lors du rattachement de la direction du livre au ministère de la culture ! Nous allions assister, paraissait-il, à partir de ce moment-là, à la mise en œuvre d'une grande politique de la lecture publique. Hélas ! Nous sommes encore dans les derniers rangs des pays d'Europe occidentale pour les crédits d'Etat et pour la fréquentation, à cause du retard pris par notre réseau de bibliothèques.

Pour l'action culturelle, vous avez créé une « mission », dans le dessein de regrouper, semble-t-il, toute une série d'activités de développement culturel. Le mot « mission » est assez juste. Nous avons bien l'impression que la France est une « terre de mission » dans ce domaine, tant les moyens que vous octroyez rendent aventureuse la tâche des responsables. Après tout, si le développement culturel est important, pourquoi n'avez-vous pas créé une direction de l'action culturelle ? Sans doute parce qu'elle n'aurait pas eu grand chose à administrer !

Le fonds d'intervention culturelle stagnera encore l'année prochaine. Pour les maisons de la culture et les centres d'action culturelle, mis à part l'ouverture du centre de Bobigny, les moyens de fonctionnement n'augmentent toujours pas.

Quant aux théâtres, votre dotation ne leur permettra pas d'aller bien loin, hélas ! Comme certains de mes collègues, j'éprouve une inquiétude particulière pour Chaillot, qui devrait être un des hauts lieux de la création théâtrale. Comment, les crédits pour Chaillot vont encore diminuer l'année prochaine en francs courants ! Ou alors, il y a autre chose derrière le rideau ! En effet, ne laissez-vous pas annoncer, dans le même temps, qu'Antoine Vitez serait chargé d'une mission ? Comme tous les gens de la culture, Antoine Vitez sait très bien qu'avec les crédits de 1979 il lui était impossible de faire de Chaillot autre chose qu'un garage à théâtre. Les députés de l'opposition l'avaient dit l'an passé.

Alors que sera-ce avec le projet de budget pour 1980 ! A moins que le bruit, qui court un peu partout dans la profession, ne soit exact et que deux milliards soient disponibles ? Si c'est vrai, pourquoi ne pas l'avoir inscrit dans le budget ? Et pourquoi les parlementaires n'ont-ils pas été associés à la décision ? D'ailleurs, sur quoi allez-vous prélever l'excédent, puisque vous nous avez annoncé un recul pour Chaillot ? Malheureusement, je connais quelques-uns des éléments de réponse. Quand une municipalité, comme celle d'Avignon, est conduite à encourager vivement la création théâtrale, grâce à deux équipes que votre ministère reconnaît, elle s'aperçoit bien que les crédits pour 1980 n'atteindront pas le montant initialement prévu ! Sans doute, pour Chaillot, pratiquerez-vous un tour de passe-passe, dont vous cachez les secrets aux parlementaires, au détriment des jeunes compagnies et de la création théâtrale en province.

Si ce n'est pas le cas, citez-nous les chiffres exacts. Quel est leur véritable montant pour Chaillot ? Nous avons le droit de le savoir, en notre qualité de parlementaires, c'est le moins qu'on puisse dire ! Surtout, un homme de la qualité d'Antoine Vitez est le premier à avoir ce droit, lui qui doit se voir confier les responsabilités dont il est question.

Pour ce qui est des enseignements culturels, vous semblez finalement ne plus avoir d'idée, à tel point que par votre réforme de structure dont vous nous avez obligamment entretenus, vous allez disséminer ces enseignements entre les différentes directions. Je ne parlerai même pas de l'architecture que vous avez laissée tomber sous la coupe des aménageurs et du ministère de M. d'Ornano. En tout cas, c'est l'éclatement complet des enseignements artistiques qui apparaît dans votre projet de budget.

Vous avez prétendu qu'une bonne partie de vos crédits était dirigée vers les collectivités locales. Alors permettez à un député, qui est en même temps un élu local...

M. le ministre de la culture et de la communication. Cela n'enlève rien !

M. Dominique Taddei. ... de vous dire qu'une grande partie des dépenses, qui devraient être à la charge de l'Etat, pèsent actuellement sur les municipalités.

Vous prenez l'air généreux, en décidant d'octroyer quelques crédits aux collectivités locales : mais qui, aujourd'hui, assure encore en France un enseignement de la peinture, de la sculpture et en général des arts plastiques, sinon les collectivités locales ?

Elles accomplissent leur effort dans des conditions d'autant plus difficiles que vous avez rendu obligatoire le passage au nouveau diplôme national supérieur d'expression plastique. Il coûte bien plus cher, vous le savez, mais vous n'avez pourtant pas envisagé d'inscrire des crédits à cet effet. Les collectivités locales assument, à la place de l'Etat, une mission d'intérêt national, alors qu'une bonne moitié au moins des élèves de leurs écoles des beaux arts ne sont pas de leur ressort. Je connais peu d'exemples de transferts de charges plus évidents !

Je vous sais gré d'avoir tout de même consenti un effort en faveur de l'enseignement musical. Les crédits doublent, certes, mais doubler presque rien, cela ne donne pas grand chose ! car 66 millions de francs ce n'est pas si mal, bien sûr, mais selon les statistiques de votre ministère un million de personnes suivent d'une manière ou d'une autre un enseignement musical. Si je calcule bien, vous accordez 66 francs par élève d'école ou de conservatoire de musique ? Or un élève du conservatoire d'Avignon, il est aisé de le démontrer, coûte 1 000 francs en moyenne. La « grande victoire » que nous avons remportée — le montant des crédits est un plus élevé que l'année dernière, je le reconnais — va nous permettre de recevoir une aide de l'Etat de 6,6 p. 100.

Il ne s'agit que de la première année, disiez-vous ? Tant mieux, mais jusqu'où avez-vous l'intention d'aller ? Quel objectif vise votre politique sur cinq ans ? Pour l'instant, vous ne l'avez pas encore révélé au Parlement. Vous apprêtez-vous à définir précisément les dépenses relevant de la compétence des collectivités locales et de celle de l'Etat dans l'enseignement musical ? Vous avez la volonté de progresser au-delà de 1980 : sur le principe, nous ne pouvons qu'être d'accord, mais il vaudrait mieux que nous sachions où vous voulez aller, je le répète.

Au fond, monsieur le ministre, si nous ne trouvons que si peu de chose sans votre budget, que vous avez choisi miséreux, c'est précisément parce que l'essentiel de ce qui se fait dans le domaine culturel ne passe plus par le budget de l'Etat.

D'autres l'ont dit avant moi et vous-même l'avez laissé entendre, avec ces propos pour le moins malheureux sur le recours à l'argent privé : la mainmise croissante des grands groupes financiers sur la vie culturelle traduit une vision de la culture comme produit de consommation marchande. C'est le règne de la marchandise, le national devient multinational, alors, on brade, et c'est pourquoi les créateurs français peuvent de moins en moins s'exprimer.

La question n'est pas de savoir, et je le dis à l'intention de M. Péricard, s'il faut préférer un mauvais artiste français à un bon artiste étranger — n'y aurait-il donc pas de bons artistes français ? — elle est qu'un système de liaison étroite entre les structures d'Etat et certaines firmes multinationales, par exemple dans le domaine du disque, aboutit à la seule programmation de produits de grande consommation à l'échelon multinational. Ce qui est en question, c'est le système qui interdit d'écouter la différence.

Tout passe par les grandes firmes multinationales et non plus par le budget de l'Etat ; beaucoup passe aussi par la radio et la télévision — mais nous serons amenés à en reparler.

Monsieur le ministre, est-ce que, dans cette réforme de structures que vous venez d'entreprendre, vous prévoyez un lien désormais indissoluble entre ce que votre organigramme appelle curieusement « le secteur de la culture » et « le secteur de la communication » ? On a l'impression d'une juxtaposition qui tient à votre seule personne. Or, il nous paraît important que soient tissés des liens organiques entre culture et communication si l'on veut avoir une politique culturelle au niveau de la radio et de la télévision.

Une dernière remarque : aujourd'hui, les financements publics en matière culturelle sont devenus beaucoup plus le fait des collectivités locales que de l'Etat. C'est une réalité. Puisque le Parlement va être amené à discuter des compétences respectives des unes et de l'autre, votre ministère ne serait-il pas bien inspiré en proposant dans le domaine culturel une concer-

tation avec l'ensemble des élus locaux pour délimiter ce qui devrait relever de la compétence, donc du financement, de l'Etat et ce qui devrait être de la compétence des collectivités locales ? Cela s'inscrirait véritablement dans la perspective d'une décentralisation possible. Vous nous avez indiqué la décentralisation dont vous ne vouliez pas. Mais pour l'instant vous n'avez pas encore dit qu'elle pourrait être celle dont vous voulez. Puisque la politique culturelle de notre pays n'est pas inscrite dans ce budget, il faut bien essayer de la trouver ailleurs. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Monsieur le ministre, à en croire certains de nos collègues, votre projet de budget ne comporterait que des ombres ou, pour reprendre une image cinématographique, puisqu'il comporte les crédits en faveur du cinéma...

M. Guy Hermier. Ils diminuent de 20 p. 100 !

M. Etienne Pinte. ... ne laisserait entendre que des chuchotements.

Qu'il y ait des ombres et des chuchotements, c'est l'évidence. Quel budget n'en a pas ? Mais il jette aussi des lumières et des cris d'espoir.

M. Fillioud s'étonnait qu'en commission les parlementaires de la majorité aient pu à la fois, comme l'an dernier, approuver ses observations et adopter les crédits du budget de la culture. C'est que ces observations étaient légitimes et que nous voulions, par ailleurs, exprimer notre souci concernant certaines ombres et appeler sur elles l'attention du Gouvernement. Mais, je le reconais sincèrement, les aspects positifs du budget sont plus nombreux et plus importants. Il faut bien se rendre compte que, depuis l'année dernière, certaines ombres ont fait place à la lumière. C'est pourquoi, tout en adoptant les observations du rapporteur, nous avons vu dans cette évolution une raison de plus pour adopter le budget de la culture, qui est un budget d'espoir.

Trois points positifs caractérisent ce budget.

D'abord, la loi de programme sur les musées : les autorisations de programme augmentent de 100 p. 100, preuve de votre volonté de l'appliquer. J'avais quelque crainte que, d'une année sur l'autre, les crédits ne soient pas suffisants. Il faut bien reconnaître qu'au terme de la deuxième année d'application, les promesses sont tenues.

Deuxième point positif : le programme d'action prioritaire pour les monuments historiques. Même si, et je rejoins les critiques émises tout à l'heure, les dotations ne sont peut-être pas suffisantes pour rénover notre patrimoine culturel, il n'en demeure pas moins que ce programme aura été l'un des seuls du VII^e Plan à être respecté et même dépassé.

Troisième point positif : l'enseignement musical. J'y reviendrai.

Je ferai porter mes observations sur la muséographie, sur les conservatoires nationaux de régions, dans le cadre de l'enseignement musical et sur le 1 p. 100 culturel.

La muséographie, d'abord. Nous avons adopté un plan quinquennal. Mais, et j'appelle votre attention sur ce point, il ne doit pas seulement s'attacher à la mise en valeur des œuvres. Il doit également faciliter l'accès des musées au public.

J'ai visité cet été un très grand nombre de musées américains. J'ai été stupéfait de constater le nombre de facilités offertes à ceux, très nombreux, qui venaient à toute heure du jour, et parfois même de la nuit, les visiter. J'ai été très impressionné par tous les services annexes offerts : des restaurants, par exemple, qui permettent à ceux qui le désirent de faire un saut entre douze et quatorze heures. J'ai vu des librairies très fournies, des centres audiovisuels, des centres de pédagogie adaptés pour les enfants, des choix de reproductions beaucoup plus larges que dans nos propres musées. Enfin, et c'est un détail à ne pas négliger sous l'angle social, on a pensé à faciliter la visite des handicapés, d'une part, des parents accompagnés de leurs enfants, d'autre part, en prévoyant pour ces enfants des installations. C'est, à mes yeux, un exemple dont il faut s'inspirer pour adapter nos musées à la vie moderne.

Je souhaiterais aussi une meilleure organisation des expositions itinérantes, en coordination avec l'ensemble de nos musées nationaux.

J'ai été en effet très frappé de voir à l'étranger des expositions itinérantes dans les universités, les centres de recherche, les établissements publics ou les entreprises nationales. Une

politique de rayonnement et d'ouverture suppose, effectivement, qu'on attire des visiteurs dans les musées. Mais il faut aussi que les musées aillent à ceux qui peuvent être sensibles à l'art.

A cet égard, l'exposition itinérante pour les enfants, organisée par le centre Beaubourg, est une excellente initiative ; encore faut-il l'élargir.

Deuxième point, l'enseignement musical.

L'année dernière, monsieur le ministre, j'évoquais la grande misère des conservatoires nationaux de région et je suis heureux que vous ayez fait, cette année, un effort appréciable pour l'enseignement musical ; là encore, osons espérer que votre plan de cinq ans se réalisera, et qu'en particulier les dotations qui vous seront affectées permettront de le mener à bien.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Etienne Pinte. Cependant, pourriez-vous nous indiquer très précisément le contenu des accords auxquels vous êtes parvenu avec votre collègue, M. Beuillac, à propos de la répartition des charges pour les cours à horaires aménagés ? J'ai cru comprendre que le ministère de l'éducation prendrait à sa charge les frais de fonctionnement *stricto sensu*, et vous-même les frais de personnel. Comme mon collègue M. Taddel, tout à l'heure, je souhaiterais en effet connaître vos objectifs à cinq ans et les efforts prévus en matière d'enseignement musical, en particulier en faveur des conservatoires nationaux de région. Pourriez-vous, à leur propos, nous indiquer selon quel critère vous comptez leur accorder les dotations supplémentaires qui sont inscrites à votre budget : le nombre d'élèves, le nombre de disciplines pratiquées, le nombre d'élèves suivant des cours à horaires aménagés ?

Ma troisième demande de précision a trait au taux d'accroissement des crédits affectés à l'enseignement de la musique. Dans la lettre que vous nous avez envoyée le 23 octobre, vous écrivez, à la page 2 : « Le développement culturel et, particulièrement, l'enseignement de la musique qui voit ses crédits augmenter de 100 p. 100... » et, quelques paragraphes plus loin : « Les crédits globaux de la direction de la musique augmentent de 56 p. 100. » J'aimerais savoir ce que représentent les 100 p. 100 du premier paragraphe et les 56 p. 100 du second.

M. Jack Ralite, rapporteur pour avis. Une erreur de calcul, sans doute !

M. Etienne Pinte. Une ombre au tableau : 200 000 francs seulement sont inscrits pour les investissements destinés à la modernisation ou à l'extension des conservatoires nationaux de région. Comment pourrez-vous faire face aux demandes des collectivités locales en ce domaine ?

J'aurai moi-même à vous soumettre dans quelques jours un programme d'extension modeste qui se monte à 900 000 francs. Comment comptez-vous le subventionner à 50 p. 100, comme c'est la règle, sur la base d'un crédit global de 200 000 francs ?

Ma dernière observation concernera le 1 p. 100 culturel.

M. le président. Veuillez conclure brièvement, monsieur Pinte, car vous avez dépassé votre temps de parole.

M. Emmanuel Hamel. Ah, laissez s'exprimer l'art et la musique !

M. Etienne Pinte. J'en ai terminé, monsieur le président.

L'année dernière, monsieur le ministre, je vous avais demandé d'étendre le 1 p. 100 culturel à l'ensemble des administrations françaises puisque, à l'exception du vôtre, de celui de l'éducation et de celui de la défense, les ministères ne prévoyaient pas de dotation en matière de culture. Je suis heureux que vous ayez obtenu ce résultat.

Je vous avais également demandé — mais vous ne m'avez pas répondu — d'étudier une modification éventuelle des méthodes de calcul du 1 p. 100 culturel. Actuellement, celui-ci est établi en fonction de la subvention accordée, c'est-à-dire de l'aide de l'Etat. Je souhaiterais que vous étudiez la possibilité de le calculer sur le montant global des travaux. Le 1 p. 100 culturel constitue, en effet, une initiative excellente qui permet de sensibiliser l'homme, dès son enfance, à toutes les formes d'art présentes dans l'environnement qu'on lui crée. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. Ralite, pour dix minutes.

M. Jack Ralite. Monsieur le ministre, en tant qu'élu de Bourgogne d'abord, puis comme ministre de la culture et de la communication ensuite, vous avez lancé cette formule désormais symbolique de votre politique : « La décentralisation culturelle est dépassée. »

Sans doute, devant l'émotion et la colère suscitées légitimement par cette phrase à cran d'arrêt, avez-vous tenté par la suite d'en déguiser le sens. Vous ne visiez, avez-vous dit alors, que l'aspect « missionnaire » de la décentralisation.

Je suis allé à Rennes récemment. Dans quelques jours, c'est le trentième anniversaire du C. D. N. de l'Ouest implanté dans cette ville. C'est mon ami Hubert Gignoux qui en fut le premier directeur en 1949. Il m'a raconté ceci : « Il y avait à Rennes une troupe amateur, « Les jeunes comédiens de Rennes », parmi eux Guy Parigot et Georges Goubert. Ils venaient de remporter le concours des jeunes compagnies et souhaitaient devenir, pour cette Bretagne qui les avait vu et fait naître, une troupe professionnelle. Hubert Gignoux nourri de Copeau, de Chancelier, ne voulait pas travailler à Paris. Le C. D. N. de l'Ouest, aujourd'hui « Le théâtre du bout du monde », est né de cet alliage de jeunes amateurs du cru et d'un professionnel à qui succédèrent lors de son départ précisément Guy Parigot et Georges Goubert.

C'est cela la décentralisation culturelle dans notre pays, et non pas ce que vous prétendez qu'elle est devenue ou qu'elle a été pour mieux lui porter des coups.

Et puis, je ne suis pas seulement allé à Rennes, mais aussi à Nancy, à Grenoble, à Nantes, à Lille, à Rouen, à Lyon, à Marseille, à Saint-Etienne, à Charleville, et j'ai rencontré beaucoup de femmes et d'hommes de la décentralisation qui, tous, ont la pépée financière, qui, tous, ont constaté que, quand un poste, ici ou là, se trouvait vacant, vos missionnaires armés de votre phrase récusaient les créateurs du cru, les hommes de désir, comme vous les appelez.

Mais, bien évidemment, la décentralisation culturelle dépasse, même s'ils en sont le symbole, les centres dramatiques. Pour nous tous qui, dans une ville grande, moyenne ou petite, dans un quartier, dans un secteur rural ou dans une entreprise favorisons la rencontre de la culture et de la population, l'une et l'autre étant prises dans leur diversité, tout cela c'est la décentralisation.

J'ai voulu écouter ces multiples artisans. Et, comme la semaine dernière à la télévision où le parti communiste français a offert son temps d'antenne aux auteurs des *Cahiers des luttes sociales*, aujourd'hui je laisse mon temps de parole à quelques-uns des quatre cents décentralisateurs culturels qu'avec Guy Hermier et Chantal Leblanc, j'ai vu dans des entretiens singuliers ou collectifs dans dix villes de notre pays.

Ecoutez-les.

A Hédé, en Ile-et-Vilaine, le Théâtre de Poche, centre de création et d'animation culturelle en milieu rural qui, durant la saison 1978-1979, a assuré 201 représentations avec 48 878 spectateurs, ne pourra rester fidèle à ses rendez-vous culturels si votre ministère n'ajoute pas à sa trop faible participation antérieure.

A Lyon, les jeunes troupes de danse qui ont arraché un équipement valable risquent de ne pouvoir l'utiliser faute de moyens et sont étonnées que, pour l'enseignement de la danse, vos propositions, encore non publiées, insistent un certificat obligatoire pour les enseignants, mais seulement dans l'enseignement public.

Toujours à Lyon, où le Premier ministre encourage un mécénat bancaire et industriel de grande ampleur, ne vient-on pas de voir la banque Morin-Pons s'emparer des éditions Féderop ? L'Eldorado, si bien animé par Boeglin, l'un des plus saisissants créateurs actuels, dit Planchon, va fermer malgré les soutiens du public si vous n'assumez pas, enfin, vos responsabilités. L'ouverture du conservatoire national supérieur de Lyon ? Elle n'expose pas tous les maques, et il y en a tellement ailleurs !

A Lille, pourquoi refusez-vous à Casadesus, qui dirige un orchestre avec talent, qui va de ville en ville, qui a augmenté de 50 p. 100 ses abonnements, un statut national ? Vous devez plus aider ce type de formation musicale et ne pas logner vers la Grande-Bretagne où la contribution publique aux orchestres n'est que de 20 p. 100. C'est le privé qui ajoute alors ses exigences ; le maximum d'affaires, concerts sans répétition, juste une générale, peu ou pas de musique contemporaine car il faut remplir, coûte que coûte !

A Villeneuve-d'Ascq et à Grenoble, les bibliothécaires m'ont conté par le menu les graves conséquences de la liberté des prix pour les livres — il faut en parler dès cette année, mon-

sieur Fuchs, et pas dans un éventuel programme, dans un an : hausse de 30 à 40 p. 100 de juillet 1978 à juillet 1979 ; impossibilité d'avoir les prix des éditeurs et donc de passer des marchés ; coups portés au circuit culturel et tendance à la transformation de la lecture publique en appendice de politique éditoriale des grands groupes comme Hachette. Et c'est ce moment-là que vous choisissez pour stabiliser vos déjà maigres subventions aux bibliothèques municipales. Stabilisation égale recul. A Grenoble, cela se traduit par une hausse de 50 p. 100 des droits d'inscription.

A Nantes, Mlle Cailleau, adjointe communiste à la culture, m'a donné l'effarante comptabilité de votre désengagement : que ce soit au musée du Château, au musée des beaux-arts, pour les bibliothèques, pour le conservatoire national de région, pour la maison de la culture, pour l'école des beaux-arts, pour l'opéra, alors que la ville investit 36 015 222 francs, vous n'intervenez que pour 9 p. 100.

Quand une telle disproportion existe, toutes les campagnes démagogiques contre la création culturelle s'y alimentent et ont des résultats négatifs, comme le départ organisé de René Terrason de l'opéra de Nantes, malgré l'opposition du groupe communiste.

Je viens de parler d'un créateur éconduit. Je veux dire un petit mot d'André Malraux. En 1967, au théâtre Sarah-Bernhardt, un jeune créateur montait excellentement *Morat-Sodé* de Peter Weiss. Dans cette enceinte, monsieur le ministre, l'un des vôtres, M. Christian Bonnet, aujourd'hui à l'intérieur, s'insurgea et Malraux dut monter à la tribune pour défendre cette mise en scène.

Je ne veux pas être cruel, mais sur les bancs de la majorité actuelle, au plan culturel, il y a plus d'amis de M. Bonnet que d'hommes ayant « l'art d'hériter » cette part, je dis bien cette part d'André Malraux.

M. Emmanuel Hamel. Nous sommes fiers de l'amitié que nous portons à M. Christian Bonnet !

M. Jack Ralite. A Nancy, le festival international du théâtre aura, en 1980, 10 p. 100 de moins qu'à sa dernière session.

A Nancy toujours, vous avez minoré les capacités de création du bureau régional de FR 3. Vous l'avez jumelé avec la République fédérale d'Allemagne au point que le seul reportage qui fut effectué cette année sur la rentrée scolaire concernait la R. F. A. Vous voulez éliminer la représentante journaliste de la C. G. T. du conseil de l'agence.

A Longwy et Thionville, Jacques Kraemer — voilà un homme du cru — attend toujours le statut de centre dramatique national que vous lui avez promis. Il n'aura une rallonge à sa subvention bloquée depuis trois ans que parce qu'une action considérable en sa faveur s'est développée sur place. J'ajoute que les deux municipalités, avec leurs maires communistes lui permettent, heureusement, de tenir.

Je veux être précis : dans les villes où nous avons des responsabilités, nous ne dirons jamais ce qu'a dit hier François Mitterrand : « En raison de la carence de l'Etat, il importe de trouver d'autres modes d'incitation, d'encouragement, d'aide à la création culturelle... » ni ce qu'il a demandé aux collectivités locales : prendre le rôle que l'Etat ne semble pas apte à assumer.

A Jarny, en Meurthe-et-Moselle, la jeune troupe A. C. T. A. n'a que 4 p. 100 de son budget venant, une fois n'est pas coutume, de M. Beullac. Cette équipe qui, en cinq ans, a rencontré 100 000 spectateurs avec 550 représentations dans 40 villes ne tient pas le coup ou ne tient le coup qu'en utilisant les contrats Barre. Il a beaucoup de petits Chaillot en France.

A Grenoble, la maison de la culture aurait besoin d'une rénovation technique — elle a onze ans — mais vous vous taisez à ce propos et en refusant d'aller au-delà de 10 p. 100 d'augmentation pour votre subvention de 1980, vous la mettez en sous-emploi et vous organisez, dit le président de l'association de cette maison, le gâchis culturel.

Au C. N. R., des élèves préparant le D. E. U. G. sont sur une liste d'attente, comme à Lyon d'ailleurs. Bien sûr, au C. N. R., j'ai rencontré des gens contents parce que la subvention dont ils bénéficient va augmenter cette année. Pardi ! Ils se sont battus pour l'obtenir mais précisons les choses — M. Pinte ne l'a pas fait tout à l'heure — il y a mille conservatoires en France. Cent d'entre eux vont bénéficier de subventions supplémentaires, mais 900 n'en auront pas plus. Dans la région parisienne, sur 207 conservatoires, vous en aiderez treize. Vous les

aidez à 8,38 p. 100, vous allez les aider du double. C'est bien pour eux, tant mieux et nous y sommes pour quelque chose, mais que vont devenir les autres ?

Dans quinze d'entre eux, nous l'avons dit le 12 octobre à l'un de vos collaborateurs, il y a déjà plus de quinze cents élèves sur les listes d'attente.

Je reviens à Grenoble. L'ensemble instrumental est bloqué dans son développement : pas de salle de concert, pas de possibilité d'augmenter le nombre des musiciens. Le Théâtre de la Potence vit en pirate. Lavaudant, encore un créateur de souche, est évincé d'une direction, alors que son statut actuel ne lui permet de disposer d'une salle que 70 jours par an. Le musée d'histoire naturelle, l'un des sept grands musées de ce type, dont l'évolution de la fonction culturelle est évidente ne peut même plus se maintenir si l'Etat persiste à lui faire l'aumône. Cela est également vrai du centre archéologique, original à tous points de vue, mais pour lequel rien n'est envisagé en 1980, qui est pourtant l'année du patrimoine.

Et à Charleville, allez-vous enfin financer un centre permanent de marionnettes après l'époustouffant succès du festival international ?

A Saint-Etienne, où vous ne subventionnez que pour 0,81 p. 100 l'école des beaux arts, tout comme à Rouen — 1,21 p. 100 — ou au Havre — 0,41 p. 100 et mon collègue Duroméa a conduit auprès de vous une délégation très légitimement revendicative sur cette question. Il est urgent que vous renonciez à dire : « Si un maire veut se payer des sculpteurs, qu'il le fasse. » Votre attentisme mutilé l'enseignement des arts plastiques et ne serait la lutte des intéressés soutenus par les élus communistes. Les mauvais coups de Metz et de Lille n'auraient pas été rapportés et se seraient étendus. J'ai bien conscience, en arrêtant là le travail de secrétaire des besoins de la décentralisation culturelle de n'être qu'un écho insuffisant des besoins et des désirs...

M. le président. Veuillez conclure, mon cher collègue.

M. Jack Ralite. Je termine, monsieur le président.

M. le président. Mais votre discours semble remplir encore plusieurs feuillets.

M. Jack Ralite. Pas du tout, un et demi, deux tout au plus. Je nommerai encore la Carriera de Martigue et le festival de cette ville où tourna Renoir, le théâtre de recherche de Marseille, le C. A. C. de Douai, ce chanteur breton, ces libraires culturels de Nancy, la Rose des Vents de Villeneuve-d'Aseq, la maison de la culture, la saison lyrique et le musée de Saint-Etienne, Carlucci à Venissieux, les peintres lyonnais qui se demandent d'où viendra le fameux 1 p. 100 élargi à tous les bâtiments publics.

Partout — je dis bien partout — j'ai rencontré travail, création, audience, pluralisme, décentralisation authentique, mais disette, disette encore. Encore que près de Tarbes les magasins Leclerc aient aménagé un centre culturel privé — c'est la culture française dans la sécurité : tout à cent francs — et qu'on m'a dit que de différentes manières vous y apportiez plus qu'une carte de visite, monsieur le ministre.

Je répète disette, c'est-à-dire attentat contre ce foisonnement culturel pour lequel, parlant à cette tribune, je n'ai eu d'autre désir que de lui donner un porte-voix national de telle manière qu'il s'empare de votre oreille, monsieur le ministre, messieurs de la majorité, et y remplace le lintamarre de l'industrie culturelle, cette police totalitaire des goûts, monsieur Péricard, qui fait des « monauditeurs ».

M. Emmanuel Hamel. Cela vous va bien de parler de police totalitaire !

M. Jack Ralite. J'ai voulu porter à l'incandescence la description des conséquences graves de votre politique culturelle. Tout existe dans ce pays, mais il faut l'aimer suffisamment au point de le respecter dans sa diversité et croyez-moi, ces quinze jours d'enquête passionnante à travers la France dans sa diversité m'ont donné une autre sensation, heureuse. Je n'ai senti personne « couler » vers la capitulation. J'ai au contraire senti que beaucoup — je dis beaucoup — voulaient débarbouiller la France de votre politique. Les communistes sont en pleine communication avec ceux-là et ne vous laisseront pas jeter la décentralisation culturelle à la corbeille. (Applaudissements sur les banes des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Cressard.

M. Jacques Cressard. Le Président de la République annonçait à Ploërmel, le 8 janvier 1977, la signature d'une charte culturelle entre l'Etat et les instances régionales bretonnes — établissement public régional, conseils généraux des quatre puis des cinq départements bretons — afin que soit confirmé ce que cite le chef de l'Etat : « le fait qu'il n'y a aucune contradiction entre la volonté de vivre la culture bretonne et la conscience d'être pleinement français ».

Cette charte est entrée en application au printemps 1978. Elle est financée à parts égales par l'Etat et l'établissement public régional pour l'équipement — six millions de francs par an — et par l'Etat et les cinq départements pour les crédits de fonctionnement, soit trois millions par an.

Aussi, pour une période quinquennale, l'Etat, au titre de cette charte, apporte chaque année 4 500 000 francs. Cet effort est incontestable. Mais, à mon avis, monsieur le ministre, il serait nécessaire de revaloriser régulièrement cette dotation afin d'en maintenir la capacité budgétaire en francs constants.

Trois institutions ont été mises en place pour assurer une bonne application de la charte culturelle. D'abord, un conseil culturel composé de représentants de l'établissement public régional, des conseils généraux, des villes de plus de 30 000 habitants et des délégués des universités et des organismes culturels bretons. Ensuite, un comité interdépartemental, réunissant les préfets des cinq départements intéressés par la charte, le recteur de l'académie de Rennes, des représentants du ministère de la culture et un nombre égal de conseillers généraux, et qui a pouvoir de décision pour l'attribution de crédits de fonctionnement. Enfin, une agence technique régionale qui gère un parc de matériels au profit des associations et assure la formation d'animateurs.

Ces trois organismes font un travail utile.

Toutefois, pour être objectif, il faut observer que le conseil culturel connaît quelques difficultés à trouver son équilibre. Ce conseil, dont le rôle est consultatif, souffre du travers de toute nouvelle assemblée qui tente d'élargir ses pouvoirs. Certains conseillers voudraient accéder au pouvoir délibératif avec droit de contrôle sur l'action budgétaire du préfet de la région, rôle qui revient au conseil régional, assemblée d'élus.

Mis à part ce péché de jeunesse, le conseil culturel apparaît comme une structure de propositions et de dialogue dont l'action d'ensemble est positive et donne une dynamique nouvelle à l'action culturelle en Bretagne.

Depuis deux ans, sous l'impulsion de la charte, le Breton a retrouvé un nouvel élan dans l'enseignement — et j'ai évoqué cette question lors de la discussion du budget de l'éducation — et une place plus importante à la radio-télévision, tant en durée qu'en nombre d'émissions et en moyens budgétaires.

Ainsi, au 1^{er} janvier 1978, FR3-Bretagne consacrait 862 100 francs aux émissions en langue bretonne ; en 1979, ce budget est de 2 712 000 francs, soit une augmentation de 214,6 p. 100. Si l'on ajoute cette somme aux 9 millions annuels de la charte, on constate l'importance de l'effort accompli, qui est complété par les quelque 2,5 millions de francs que le ministère de l'éducation consacre à l'application de la charte.

Ainsi le budget de fonctionnement des principales associations culturelles bretonnes sera financé en grande partie par la charte puisqu'ils bénéficieront d'une dotation de 6,4 millions en deux ans. Je donnerai deux exemples.

Les cinq associations qui, en plus du ministère de l'éducation, se consacrent à l'enseignement de la langue bretonne, se sont partagés pour leur fonctionnement 85 millions de centimes en 1978-1979.

D'autre part, le festival de Lorient qui est consacré à la musique bretonne et à la musique celtique en général a reçu 11,3 millions de centimes pour la même période.

L'effort de l'Etat et de l'E.P.R. de Bretagne, en matière d'investissement, a été de 12 millions de francs en deux ans. Il convient d'ajouter à cette somme les 16,2 millions de francs de l'action directe de l'Etat au titre des crédits déconcentrés de la catégorie II, et plus de 5 000 francs au titre des crédits de catégorie I auxquels s'ajoute, bien entendu, l'effort important consenti par les départements.

M. le président. Monsieur Cressard, veuillez terminer : vous avez déjà dépassé votre temps de parole. Concluez par quelques mots en breton ! (Sourires.)

M. Jacques Cressard. Monsieur le président, la province n'est déjà pas gâtée en crédits, ne lui mesurez pas trop le temps de parole.

M. le président. Je suis désolé, mais il vous faut conclure !

M. Jacques Cressard. Ayez la même générosité avec moi qu'avec M. Ralite, je n'ai plus que deux feuillets ! (*Sourires.*)

M. le président. J'en fais preuve actuellement.

M. Jacques Cressard. Au titre de la charte culturelle, la ville de Lorient a reçu 3 millions de francs en vue de la réalisation d'un conservatoire régional de Bretagne dont les activités seront la danse, le chant et la musique traditionnelle.

Nier l'effort ainsi réalisé ne serait pas crédible. C'est pourquoi j'estime que les représentants de certains mouvements culturels qui se répandent dans la presse pour condamner la mise en œuvre de cette charte, qu'ils prétendent partielle, manquent à l'objectivité et se conduisent en partisans sectaires et irresponsables.

Je suis persuadé, au contraire, que la charte marque un progrès d'autant plus grand qu'elle s'ajoute à l'action spécifique menée dans le domaine culturel en Bretagne.

Monsieur le ministre, dans votre lettre aux députés datée du 23 octobre, vous nous avez exposé votre politique culturelle. J'ai retenu que vous consentiriez un effort en direction des compagnies théâtrales indépendantes, que vous animeriez une nouvelle politique en faveur des auteurs dramatiques et que vous veilleriez personnellement à ce que les zones rurales bénéficient de la part qui leur revient.

Puisse cette politique être réalisée.

En effet, une compagnie décentralisée il y a cinq ans de Paris vers un chef-lieu de canton rural n'a pas bénéficié cette année de la subvention sollicitée pour son action culturelle. Il s'agit du ballet-théâtre Libault-Estier que M. Ralite a eu la gentillesse de défendre il y a quelques instants et je l'en remercie.

M. le président. Concluez, monsieur Cressard, ou je vous retire la parole.

M. Jacques Cressard. Cette troupe anime un festival d'été en Ille-et-Vilaine.

M. le président. Je vais être obligé de décider que vos propos ne figureront plus au procès-verbal !

M. Jacques Cressard. Ce festival attire en huit jours 23 000 spectateurs, soit un chiffre comparable à celui de la saison hivernale, puisque sur l'année le nombre de spectateurs est de 50 000.

Cette compagnie possède à son répertoire des pièces classiques mais fait surtout de la création. Le conseil général d'Ille-et-Vilaine et la charte accordent des subventions, votre ministère intervient au titre de la danse et du théâtre, le ministère de l'éducation au titre de l'action en milieu scolaire.

Mais je crois qu'une subvention au titre de l'action culturelle éviterait l'échec d'une compagnie qui, depuis cinq ans, a œuvré avec intelligence et talent, un talent reconnu par l'ensemble de la critique.

M. le président. Monsieur Cressard, je vous interdis de poursuivre !

M. Jacques Cressard. Deux minutes, monsieur le président.

M. le président. Non !

M. Jacques Cressard. Trente secondes !

M. le président. Non !

M. Jacques Cressard. Je termine.

M. le président. Non !

M. Jacques Cressard. Vos services, monsieur le ministre, ne m'ont pas répondu, lorsque je leur ai transmis ce dossier.

M. le président. Ce n'est pas possible !

M. Jacques Cressard. Puisse cette tribune — et c'est difficile — donner un nouvel écho à mon intervention. En effet, je ne doute pas de votre volonté personnelle d'agir pour que la culture soit accessible à tous et, plus particulièrement, au monde rural.

M. le président. Quittez la tribune, monsieur Cressard !

M. Jacques Cressard. Laissez-moi terminer !

Je regrette que, quand on parle pendant cinq minutes de problèmes aussi importants, il soit difficile de se faire entendre de la présidence. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. Pierre Mauger. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Baumel.

M. Jacques Baumel. Dernier orateur de ce débat, et compte tenu du temps qui m'est imparti, je serai aussi bref que possible.

Mes observations porteront d'abord sur le problème du livre français à l'étranger, qui, de l'avis de toutes les personnes informées, revêt actuellement le caractère d'une véritable tragédie. Nombreux sont mes collègues qui pourraient d'ailleurs donner des exemples accablants à cet égard. Ce n'est pas la peine d'insister longuement.

J'ai visité, voici quelque temps, la ville de Brasilia en compagnie de l'ambassadeur de France au Brésil. Nous n'y avons trouvé aucun livre français. Et, dans les autres villes de ce pays, c'est tout juste si une librairie en vend un de temps en temps.

Le livre français est trop cher, très mal diffusé et très peu aidé. Certes, des organismes se chargent de sa diffusion, mais ils sont trop nombreux pour avoir une action coordonnée.

Il y a maintenant six années que la responsabilité de la diffusion du livre français a été retirée au ministère des affaires étrangères. Pensez-vous vraiment, monsieur le ministre, que depuis cette date la situation se soit améliorée ? Je ne dis pas que les services de ce ministère faisaient preuve d'une grande efficacité, mais je suis obligé de constater que la situation s'est dégradée.

L'alternative est simple : ou les services du ministère de la culture et de la communication accomplissent un réel effort, en liaison avec les groupements professionnels des éditeurs français, ou il faut changer de formule et confier à nouveau ce secteur au service du ministère des affaires étrangères qui est chargé de promouvoir la culture française hors de nos frontières, à savoir la direction des relations culturelles, scientifiques et techniques. Je ne prends pas position ; je pose simplement le problème.

En tout cas, on ne peut plus longtemps laisser ainsi porter atteinte au développement de notre culture à l'étranger et à la francophonie. Sinon, à quoi bon parler, comme le chef de l'Etat, de la nécessité d'assurer la présence française à l'étranger ?

Cette situation est d'autant plus grave que ce que nous ne faisons pas, d'autres le font. C'est ainsi que les Canadiens, grâce à un effort important, sont en train de substituer au réseau de diffusion des livres français un réseau de diffusion de livres francophones, au détriment de nos propres intérêts.

J'en viens au cinéma, dont je n'aborderai pas tous les problèmes, car M. le président ne me le permettrait pas.

Je rappellerai simplement qu'une table ronde parlementaire, réunie il y a quelques mois, et à laquelle vous nous avez fait honneur de participer, monsieur le ministre, à abouti à des conclusions intéressantes. Je constate, avec un certain nombre de parlementaires objectifs, que vous avez fait de grands efforts, notamment en ce qui concerne la T. V. A., et je vous félicite pour l'action poursuivie par votre ministère et par vous-même.

J'appellerai simplement votre attention sur deux points précis.

D'abord, on note une aggravation de la situation des films français dans le monde, liée d'ailleurs aux problèmes que rencontre la francophonie. Il nous faut faire un très gros effort pour mieux diffuser le film français par voie commerciale, de préférence en langue française, ou avec des doublages ou des sous-titres. Actuellement, une partie de cet effort n'est pas soutenu par des organisations françaises, mais souvent par des services, des associations ou des sociétés étrangères.

Par manque de temps, je ne peux traiter, et je le regrette, des relations du cinéma et de la télévision qui seront pourtant la clef de l'avenir de ces deux activités.

J'en arrive à un domaine qui est rarement étudié ici, celui des techniques nouvelles et des perspectives ouvertes pour les prochaines décennies.

C'est là une affaire d'un intérêt capital. Il ne suffit pas de lire des traités ou des rapports — celui de M. Nora était au demeurant particulièrement remarquable — car nous sommes arrivés à un tournant décisif dans le domaine de la communication de masse et de l'audio-visuel. Il convient donc de ne pas prendre de retard, contrairement à ce que nous avons fait dans d'autres domaines. N'imitons pas la cavalerie des westerns américains, toujours attendue, toujours en retard.

Lorsque la télévision est apparue, le cinéma n'a pas pu ou n'a pas su y prendre garde. Il aurait certainement été possible d'assurer une meilleure collaboration entre la télévision et le cinéma. On s'y efforce actuellement, mais avec beaucoup de retard.

Au sujet des nouvelles techniques, je ne m'attarderai pas longuement sur la vidéo-transmission dont on a eu à débattre récemment. Je relèverai simplement l'extraordinaire essor du magnétoscope. D'après les renseignements dont je dispose, 20 000 exemplaires ont été vendus en 1978 sur le marché français. Il y en aura probablement 100 000 en 1979, pour atteindre le million d'appareils entre 1980 et 1985. C'est dire l'importance des perspectives qui s'ouvrent devant nous.

A ces techniques déjà disponibles s'ajouteront des procédés nouveaux, comme le vidéo-disque, le grand écran individuel et surtout la télévision par satellites.

Prêtons attention à ces techniques qui conditionnent notre avenir culturel et industriel, et aussi notre présence dans le monde dans les années qui viennent.

Au cours de la prochaine décennie, d'autres procédés encore peu connus apparaîtront, comme la télévision numérique et les écrans à cristaux liquides. Attachons à tous ces procédés l'importance qu'il convient.

Le film, avec son support pellicule et tous ses défauts connus — fragilité, risques de rayures, poids — assurait, d'une certaine façon, la protection de ceux qui l'employaient et le développement de notre culture. Veillons à ce qu'une révolution aussi importante que le fut celle de Gutenberg ne se fasse pas sans nous dans le domaine de l'audio-visuel.

Les nouvelles techniques — vidéo-cassettes, vidéo-disques, télévision par satellites — vont accroître considérablement l'aire de diffusion du produit. La légèreté des deux premières techniques permettra un transport beaucoup plus aisé des copies et, à la limite, pour les vidéo-cassettes, un plagiat au niveau international encore plus important qu'aujourd'hui.

Je terminerai par une réflexion qui va à contre-courant. De nombreux parlementaires ont demandé une augmentation des crédits accordés par votre ministère à différents organismes culturels. Pour ma part, je souhaiterais que l'utilisation de ces crédits soit mieux contrôlée et mieux répartie. On a parlé de gâchis culturel. En tant qu'élu local, je constate aussi un gâchis financier de la part de certains organismes culturels, au premier rang desquels je citerai les maisons de la culture. Veillons à ce que les maisons de la culture ne dépensent pas de façon inconsidérée l'argent de l'Etat, c'est-à-dire l'argent des contribuables. Je ne demande pas qu'on diminue leur activité culturelle. Je souhaite simplement que l'argent public soit bien mis au service d'une véritable culture, impartiale, objective et utile. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. Dominique Taddei. Quand M. Baumel entend le mot culture, il sort son revolver !

M. le président. Mes chers collègues, j'ai été particulièrement choqué par les dernières paroles de M. Cressard. Je ne manquerai pas d'en rendre compte à la conférence des présidents, en demandant une sanction.

A quoi sert le président de séance, si chaque orateur peut dépasser et même doubler son temps de parole ? Il doit y avoir un minimum de discipline dans nos débats !

Monsieur le ministre, pensez-vous avoir terminé vos réponses aux orateurs dans une demi-heure. Je doit en effet lever la séance à treize heures. C'est après-midi, nos travaux reprendront à quinze heures, et il convient de penser au personnel.

M. le ministre de la culture et de la communication. Il me paraît préférable de répondre maintenant, monsieur le président. D'ailleurs, je serai très bref.

M. Jacques Cressard. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. Non, monsieur Cressard.

M. Jacques Cressard. J'ai été mis en cause personnellement, monsieur le président.

M. le président. Monsieur Cressard, vous n'avez pas la parole. La parole est à M. le ministre de la culture et de la communication, et à lui seul.

M. le ministre de la culture et de la communication. Mesdames, messieurs, l'animation de ce débat, justifiée par son objet, ne m'entraînera pas pour autant à de trop longues réponses.

Un mot, d'abord, pour rapprocher les derniers propos de M. Baumel de ceux de M. Hermier.

Ce dernier a cru pouvoir affirmer que le parti communiste avait toujours soutenu l'action d'André Malraux en faveur des maisons de la culture. Or ce n'est pas vrai. Le porte-parole du groupe communiste, le 8 décembre 1959, tenait les propos suivants, dont M. Baumel goûtera particulièrement l'humour : « Vos projets de maisons de la culture relèvent du même état d'esprit. Vous voulez créer un instrument culturel pour la propagande du régime. » *(Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Chacun appréciera. Et le porte-parole du parti communiste concluait : « Le parti communiste entend travailler contre vous, monsieur Malraux, pour l'avenir de notre culture. »

M. Guy Hermier. C'est ce que j'ai dit tout à l'heure, monsieur le ministre.

M. le ministre de la culture et de la communication. Cela clôt ce débat. Les héritiers d'André Malraux siègent bien sur les bancs de la majorité et non sur ceux de l'opposition. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. Roland Leroy. C'est Louis Aragon et André Malraux qui, les premiers, ont créé les vraies maisons de la culture, à l'époque du front populaire, monsieur le ministre ! *(Applaudissements sur les bancs des communistes.)*

M. le ministre de la culture et de la communication. Voilà qui est amusant. Les textes ont quand même un intérêt, et il serait bon que les grands moyens d'information puissent les reprendre.

Vous évoquez les maisons de la culture du front populaire, mais votre représentant au Sénat, le 8 décembre 1959, s'adressant à André Malraux déclarait : « Vos maisons de la culture, monsieur Malraux, ne ressembleront pas plus aux maisons de la culture du front populaire, que les comités de salut public du général Massu aux comités de salut public de Robespierre. » *(Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. Guy Hermier. C'était très bien dit !

M. le ministre de la culture et de la communication. J'en viens aux grandes institutions culturelles.

Je voudrais rassurer M. Tissandier et M. Mauger qui, au nom d'un certain nombre de leurs collègues, m'ont fait part des inquiétudes que peut soulever le taux modéré de croissance des dépenses du centre Pompidou. Je crois avoir montré dans mon action quotidienne que j'attache la plus grande importance au centre Pompidou. Je n'y ai jamais manqué une manifestation importante. La pensée du président Georges Pompidou se trouve très bien incarnée par ce centre qui joue un rôle essentiel dans la vie culturelle de notre pays.

Ses moyens, cette année, devraient lui permettre de faire face à ses difficultés. A l'intérieur d'une croissance moyenne des dépenses, on note néanmoins 12,5 p. 100 d'augmentation des crédits consacrés au personnel et à la sécurité du bâtiment, c'est-à-dire ceux qui préparent l'avenir. Nous suivrons les choses de près, comme l'a demandé M. Tissandier, mais il n'y a pas d'inquiétude à avoir pour cette grande institution.

Pour le théâtre de Chaillot, j'aurai beaucoup de mal car je devrai mettre d'accord MM. Fillioud, Hermier et Taddei, tous trois s'étant exprimés dans cette enceinte, et M. Jack Lang qui s'est exprimé lors d'une conférence de presse.

Aucun des quatre n'a visiblement le même point de vue, ce qui n'est pas étonnant s'agissant de M. Hermier, d'une part, et de MM. Fillioud, Taddei et Lang, d'autre part, mais qui est plus fâcheux en ce qui concerne les trois derniers.

M. Jack Lang se dit enchanté de la solution que je préconise pour Chaillot, et qui consiste à en faire, à partir de 1981, un centre de création. Je précise — car de nombreux parlementaires se sont préoccupés de cette situation — que ce centre de création ne sera pas mis en place au détriment des institutions existantes, et notamment pas du musée des monuments français qui sera intégralement préservé. Mieux encore, il sera à cette occasion rénové et fera l'objet d'un certain nombre d'améliorations muséographiques.

M. Georges Fillioud, rapporteur pour avis. Puis-je vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre de la culture et de la communication. Volontiers, monsieur le rapporteur.

M. le président. La parole est à M. Fillioud, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Georges Fillioud, rapporteur pour avis. Je ne voudrais pas, monsieur le ministre, qu'il y ait confusion.

Vous essayez de mettre en contradiction Jack Lang, M. Taddei et moi-même. Or ni M. Taddei ni moi n'avons pris position sur le projet que vous situez à l'horizon 1981, et que, d'ailleurs, nous ne connaissons que sous la forme d'une ébauche à peine esquissée.

En revanche, je suis intervenu à nouveau sur ce sujet ce matin, monsieur le ministre, pour vous demander des précisions. Qu'allez-vous faire dans ce théâtre au cours des vingt et un mois qui viennent, c'est-à-dire jusqu'à la fin du contrat de celui qui l'anime aujourd'hui ?

Mais, je le répète, pas plus que M. Taddei, je n'ai parlé du projet de 1981.

M. le ministre de la culture et de la communication. Je constate donc un accord général sur mon projet pour 1981.

M. Georges Fillioud, rapporteur pour avis. Je n'ai pas dit cela non plus ! Je n'ai pas pris position !

M. le ministre de la culture et de la communication. En tout état de cause, nous en reparlerons lors de l'examen du projet de budget pour 1981.

Que se passera-t-il en 1980 ? M. Périnetti va diriger le théâtre de Chaillot avec une subvention de 12,5 millions de francs. Certains ont prétendu qu'on ne pouvait pas faire de théâtre avec 12,5 millions de francs. Or la subvention de la compagnie Renaud-Barrault est de 2,2 millions de francs, celle d'Antoine Vitez d'un million de francs, celle d'Ariane Mnouchkine de 1,7 million de francs, celle de Peter Brook de 2 millions de francs. Alors qu'on ne vienne pas nous dire qu'avec 12,5 millions de francs on ne peut pas faire de théâtre.

M. Georges Fillioud, rapporteur pour avis. Vous citez des compagnies, pas des théâtres !

M. le ministre de la culture et de la communication. Je maintiens qu'avec 12,5 millions de francs, on peut faire fonctionner un théâtre ! Et vous verrez d'ailleurs que le théâtre de Chaillot fonctionnera en 1980.

En 1981, nous reprendrons le grand projet de création dont j'ai rappelé qu'il s'accompagnerait de la renaissance des institutions existantes.

Monsieur Tissandier, vous avez abordé le problème important et difficile de la rémunération du personnel des musées et des monuments historiques. Le projet de budget pour 1980 prévoit à cet égard plus de 2 millions de francs de mesures indemnitaires, ce qui n'est pas négligeable, en vue de réévaluer des compléments de rémunération qui n'avaient pas été actualisés depuis plusieurs années. Les diverses primes au personnel des musées et monuments historiques, notamment celles qui sont attribuées le dimanche et l'été, seront relevées de 50 p. 100 et les primes de travail des parcs et des jardins de 80 p. 100. Néanmoins, il subsiste un problème de fond qui ne peut être résolu que dans le cadre du statut général de la fonction publique. Je me propose de le résoudre dans son ensemble, mais j'aurai besoin, pour y réussir, de tout votre soutien, notamment de celui des parlementaires de la majorité, car il ne relève pas de la seule compétence du ministère de la culture.

Monsieur Péricard, vous obtiendrez satisfaction puisque l'Arc de Triomphe et la Sainte-Chapelle seront restaurés. M. Taddei estimera sans doute que vous me rejoignez dans mon rôle de « gardien de cimetières », mais je soulignerai à son intention que les crédits des monuments historiques ne sont pas dépensés en vain, au seul profit d'une culture momifiée. Je l'invite, par exemple, à se rendre un jour au palais des papes à Avignon, ce qui lui est sans doute possible (*Sourires*), pour constater que le bon état de ce palais n'est pas étranger à la vie du festival qui s'y déroule. Je le convie aussi, sans aller, comme M. Ralite, jusqu'à parcourir l'ensemble de la France, à traverser le Rhône pour visiter le C. I. R. C. A. de Villeneuve-lès-Avignon où il constatera que la vie culturelle peut s'accommoder d'un effort pour le patrimoine.

M. Dominique Taddei. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre de la culture et de la communication. Je vous en prie.

M. le président. Monsieur le ministre, vous m'avez promis que le débat s'achèverait à treize heures mais, si vous autorisez chacun à vous interrompre, nous irons jusqu'à quatorze heures.

Cela étant, la parole est à M. Taddei, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Dominique Taddei. Vous avez bien voulu parler de la ville d'Avignon, monsieur le ministre, et c'est pourquoi je me permets d'intervenir.

Quand l'Etat consacrerait autant d'argent que la ville d'Avignon et le département du Vaucluse aux bâtiments d'importance nationale et internationale, alors, monsieur le ministre, vous mériteriez de m'accompagner dans la cour d'honneur du palais des papes.

Si l'on juge un homme politique en fonction de l'importance du budget dont il dispose, l'adjoint à la culture de la ville d'Avignon pèse trente fois plus lourd que le ministre de la culture !

M. Jacques Baumel. Mais il n'a pas à s'occuper d'autre chose !

M. le ministre de la culture et de la communication. Vous semblez vous plaindre, monsieur Taddei, que l'Etat ne soit pas intervenu suffisamment — mais c'était avant que je prenne mes fonctions — pour la restauration du palais des papes. Dans ces conditions, vous devriez vous réjouir de notre nouvelle politique qui nous conduit à intervenir à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, et vous féliciter de notre orientation qui tend à décharger les collectivités locales d'une partie de la charge de l'entretien du patrimoine.

La proposition de loi sur la protection des églises que vous avez déposée, monsieur Péricard, est actuellement à l'étude. Je souhaite qu'elle puisse être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session, car elle concerne un problème bien réel.

C'est également à la session de printemps que sera déposé un projet de loi sur l'enseignement de la danse. Il sera facultatif et libéral pour les écoles privées et obligatoire pour le secteur public.

M. Fuchs m'a interrogé sur l'action culturelle en milieu rural, sujet dont nous avons souvent l'occasion de nous entretenir. J'ai demandé qu'un programme d'action prioritaire du VIII^e Plan soit consacré à cette action culturelle en milieu rural. Ce programme sera interministériel, et il devrait nous permettre d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, à savoir affecter un quart des crédits d'intervention culturelle aux actions en milieu rural.

Quant aux chartes culturelles, elles ne sont nullement abandonnées, mais je tire naturellement toutes les conséquences de l'existence de directeurs régionaux des affaires culturelles dans toutes les régions et d'une mission de développement culturel. Cela devrait nous dispenser de « formaliser », dans un document lourd, ce qui peut être fait grâce à des structures plus légères. Il n'en reste pas moins que, en 1980, il y aura trente-deux chartes culturelles contre vingt-deux en 1978, et qu'en Alsace — vous le savez, monsieur Fuchs, puisque vous y participez — la discussion reprend.

Sur les musées de province, je voudrais rassurer M. Péricard et M. le rapporteur spécial Tissandier : l'apparente diminution des crédits de fonctionnement pourra être compensée à la fois

sur les crédits de l'année relatifs au patrimoine et sur ceux du titre VI. On observera une diminution des crédits affectés au petit matériel mais, en fait, comme nous sommes en année d'exécution de la loi de programme, la nuance entre le petit et le gros matériel pourra facilement apparaître concrètement. Il en sera de même pour les crédits d'entretien ou de gros travaux des monuments historiques. La réparation d'une toiture pourra naturellement être inscrite dans l'un ou l'autre budget. Je le vérifierai.

Je vérifierai également, monsieur Péricard, que la commission qui me fait des propositions travaille sous le signe de l'équilibre entre toutes les parties prenantes.

Je précise à M. Taddei qu'en ce qui concerne l'enseignement de la musique, le plan de cinq ans que j'ai dressé a pour ambition de conduire à une prise en charge progressive de 25 à 30 p. 100 des dépenses des établissements, dans le cadre, naturellement, d'une carte scolaire établie en concertation avec les municipalités. Cette concertation est d'ailleurs en cours.

Cette année, nous avons accompli un effort en faveur des écoles. Il était évident qu'il fallait le faire. L'an prochain, nous allons entrer dans des choses plus complexes et la deuxième étape du plan, qui figurera dans le budget de 1981, ira au-delà des conservatoires et des écoles reconnus cette année.

En ce qui concerne l'A. T. A. C., je précise à M. Hermier que je dois rencontrer les membres de cet organisme avant le 15 novembre prochain. Je discuterai avec eux de l'ensemble de cette affaire. Je les avais saisis de propositions qui n'ont pas reçu un accueil enthousiaste. Nous allons nous rencontrer. Il n'y a donc aucune décision à attendre avant le 15 novembre.

S'agissant de La Villette, je vous indiquerai qu'il n'y a pas encore de crédits inscrits au budget du ministère de la culture, puisque ne seront réalisés cette année que des travaux de démolition et d'aménagement qui figurent au budget du ministère de l'environnement et du cadre de vie.

L'an prochain, nous verrons si des crédits seront inscrits au ministère de la culture et au ministère des universités pour le musée des sciences et des techniques, qui ne relève pas de mon département.

Monsieur Pinte, j'ai enregistré vos suggestions sur la muséographie. Elles sont fort intéressantes, notamment en ce qui concerne l'accès par les handicapés.

Pour ce qui est du C. N. R., je vous précise que l'innovation essentielle de cette année réside dans la suppression des droits d'inscription pour les élèves. Cela intéresse 7 000 élèves en France qui n'auront plus nulle part à payer de droits d'inscription dans les classes à horaires aménagés.

Quant aux fameux pourcentages, je précise que les 56 p. 100 concernent l'ensemble des crédits d'enseignement de la musique, dans lesquels les écoles aidées verront augmenter de 100 p. 100 la contribution de l'Etat.

Relativement au 1 p. 100 auquel ont fait allusion plusieurs orateurs, je dirai qu'il est très important que cette généralisation qui a été acceptée soit mieux connue et bien appliquée.

Monsieur Cressard, j'ai noté ce que vous avez dit de la charte culturelle bretonne. Je rappelle qu'à la demande des élus, j'ai accepté cette année de déléguer globalement les crédits au lieu de les attribuer au coup par coup et j'ai noté tout particulièrement votre intervention en faveur du ballet-théâtre Libeaut-Estier. Vous m'avez remis un dossier. Je vais l'examiner de très près et je vous ferai part des décisions qu'il sera possible de prendre.

Monsieur Baumel, vous avez tout à fait raison de placer sous le signe du rayonnement de la culture française votre intervention sur le cinéma, le livre et les techniques nouvelles.

Sur les techniques nouvelles, j'aurai sans doute l'occasion de venir m'exprimer devant le Parlement, au fur et à mesure que nos programmes et nos projets, touchant notamment le satellite de télévision directe, seront connus.

Sur le livre, je dirai que la structure me paraît secondaire. Le problème du livre français à l'étranger est essentiel. Nous avons essayé, dans le domaine des traductions et de l'aide à l'exportation, d'agir. Il y a certainement des efforts supplémentaires à faire pour la création de services communs pour les éditeurs et leur coopération avec nous.

Mais je retiens votre avertissement, ainsi que celui que vous avez donné sur la situation du film français dans le monde.

Enfin, j'indique à l'Assemblée, car la question a été évoquée dans les rapports écrits ou les interventions orales, que je prépare une loi de programme sur la lecture publique.

Cette loi de programme serait un acte essentiel et décisif de la politique culturelle, après le programme d'action prioritaire sur les monuments historiques et la loi de programme sur les musées.

En trois ans, nous avons créé 35 000 mètres carrés de bibliothèques publiques, mais les besoins demeurent considérables. Le livre reste l'un des meilleurs instruments d'action culturelle et l'un des plus libres. Il me paraît donc important que cette loi de programme, dont j'espère qu'elle pourra être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée nationale, marque une nouvelle étape dans le développement culturel de notre pays.

Je remercie par avance ceux qui dans cette Assemblée s'approprient à adopter ce budget de la culture et je dis à ceux auxquels m'ont opposé des controverses et qui ne l'adoptent pas qu'il ne faut pas qu'ils considèrent que ce jour est aussi noir qu'ils l'ont décrit. Ce budget de la culture permet de faire beaucoup de choses. Il ne permet certes pas de tout faire. Mais vous verrez, mesdames, messieurs, que le bilan qui sera tracé de son exécution l'année prochaine justifiera le choix positif qui aura été fait. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Emmanuel Hamel. Espérons-le !

M. le président. J'appelle maintenant les crédits inscrits à la ligne « Culture et communication ».

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (Mesures nouvelles).

« Titre III : 78 294 424 francs ;
« Titre IV : 98 808 619 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (Mesures nouvelles).

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

« Autorisations de programme : 636 249 000 francs ;
« Crédits de paiement : 158 728 000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDEES PAR L'ETAT

« Autorisations de programme : 309 895 000 francs ;
« Crédits de paiement : 108 315 000 francs. »

ETAT D

Autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1981.

TITRE III

« Chap. 35-20. — Patrimoine monumental. — Entretien et réparations : 7 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état B.

(Le titre III de l'état B est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V.

(Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.

(Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix le titre III de l'état D.

(Le titre III de l'état D est adopté.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen des crédits du ministère de la culture et de la communication.

La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

FAIT PERSONNEL

M. le président. La parole est à M. Cressard.

M. Jacques Cressard. Monsieur le président, sans vouloir envenimer l'incident de tout à l'heure, je veux faire observer que, sachant que je dépasserais mon temps de parole de deux minutes, je vous avais averti, il y a une heure, avant d'intervenir. Vous ne m'avez pas fait répondre que cela pouvait vous déranger.

M. le président. Je vous rappellerai simplement ce que disait M. le président Chaban-Delmas :

« J'invite les présidents de séance à faire preuve de la plus grande fermeté dans l'intérêt de tous. Je demande donc à chacun de suivre la règle du jeu, sinon nous n'assurerons plus le jeu de la règle. »

L'incident est clos.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures, deuxième séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1980, n° 1290 (rapport n° 1292 de M. Fernand Icart, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan) :

Radio-télévision (ligne 68 de l'état E) et article 57 :

(Annexe n° 12. — M. Joël Le Tac, rapporteur spécial ; avis n° 1293, tome VII, de M. Jean de Préaumont, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Services du Premier ministre (suite) :

Services généraux : Information et article 70 :

(Annexe n° 11. — M. Robert-André Vivien, rapporteur spécial ; avis n° 1293, tome VI (Information et communication), de M. Didier Bariani, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à treize heures.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

(Le compte rendu intégral de la 2^e séance de ce jour sera distribué ultérieurement.)